

**UNION EUROPÉENNE  
POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE  
COMMUNE**

**MISSIONS ET OPÉRATIONS  
RAPPORT ANNUEL 2021**



Manuscrit achevé en juillet 2022.

Sauf indication contraire, la période de déclaration s'étend du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021.

2<sup>e</sup> édition

Ni le Service européen pour l'action extérieure ni aucune personne agissant au nom du Service européen pour l'action extérieure n'est responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations suivantes.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2022

© Union européenne, 2022

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété du Service européen pour l'action extérieure, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

Print ISBN 978-92-9463-167-1 doi:10.2871/05627 ISSN 2599-9370 OF-AB-22-001-FR-C  
PDF ISBN 978-92-9463-166-4 doi:10.2871/81786 ISSN 2599-9389 OF-AB-22-001-FR-N



**UNION EUROPÉENNE  
POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE  
COMMUNE**

**MISSIONS ET OPÉRATIONS  
RAPPORT ANNUEL 2021**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos du HR/VP .....</b>	<b>6</b>
------------------------------------	----------

## **Partie 1**

<b>Renforcer la résilience dans un environnement géopolitique difficile .....</b>	<b>9</b>
---	----------

2021: une année de défis géopolitiques croissants.....	10
--	----

Coopération civilo-militaire.....	15
-----------------------------------	----

Renforcer la résilience des missions et opérations PSDC sur le terrain.....	16
---	----

Œuvrer avec les partenaires au renforcement de la sécurité européenne et mondiale.....	17
--	----

Le pacte en matière de PSDC civile — progrès réalisés après trois ans de mise en œuvre.....	20
---	----

Sûreté maritime.....	24
----------------------	----

Changement climatique, sécurité et défense.....	28
---	----

## **Partie 2**

<b>Réalisations des mission et opérations de la PSDC .....</b>	<b>31</b>
--	-----------

L'engagement de l'UE en matière de sécurité et de défense dans le monde .....	32
---	----

<b>Voisinage oriental .....</b>	<b>34</b>
---------------------------------	-----------

Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia).....	36
--	----

Mission de conseil de l'UE (EUAM Ukraine).....	38
--	----

<b>Les Balkans occidentaux .....</b>	<b>42</b>
--------------------------------------	-----------

Force de l'Union européenne Althea (EUFOR Operation ALTHEA) .....	44
---	----

Mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX Kosovo).....	46
--	----

<b>Méditerranée</b> .....	<b>50</b>
Force navale de l'UE en Méditerranée - Opération IRINI (EUNAVFOR MED IRINI) ....	52
Mission d'assistance de l'UE pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya) .....	54
<b>Proche-Orient</b> .....	<b>56</b>
Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS).....	58
Mission de l'UE d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EUBAM Rafah).....	60
Mission de conseil de l'UE en Iraq (EUAM Iraq).....	62
<b>Afrique</b> .....	<b>64</b>
<b>Sahel</b> .....	<b>66</b>
Mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali).....	68
Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Mali (EUCAP Sahel Mali).....	70
Cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR).....	72
Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Niger (EUCAP Sahel Niger) .....	74
<b>Corne de l'Afrique</b> .....	<b>76</b>
EU NAVFOR Somalie (Operation ATALANTA).....	78
Mission de formation de l'UE en Somalie (EUTM Somalia) .....	82
Mission de l'UE visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia).....	86
<b>Afrique centrale et australe</b> .....	<b>90</b>
Mission de formation de l'UE en République centrafricaine (EUTM RCA).....	92
Mission de conseil de l'UE en République centrafricaine (EUAM RCA) .....	94
Mission de formation de l'UE au Mozambique (EUTM MOZ) .....	96



© Union européenne

## AVANT-PROPOS DU HR/VP

L'année 2021 a été très difficile. La pandémie de COVID-19 a duré plus longtemps que prévu, augmentant les inégalités mondiales et exacerbant les tensions géopolitiques. Dans le même temps, la situation en matière de sécurité s'est détériorée dans le monde et dans le voisinage immédiat de l'UE. Nous avons été confrontés à un accroissement des tensions et des rapports de force dans le voisinage oriental, à une persistance des défis dans les Balkans occidentaux et à une détérioration de la sécurité au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, notamment, autant de facteurs qui nous rappellent que nous sommes confrontés à de nombreuses menaces pour notre sécurité.

La pandémie a démontré que la sécurité ne peut s'entendre au sens strict et que la santé est devenue une question de sécurité. D'autres questions sont susceptibles d'aggraver des situations déjà délicates, comme le changement climatique. Cela nous oblige à réfléchir sérieusement à la manière dont nous pouvons améliorer notre résilience et nous préparer à relever toute une série de défis pressants à l'avenir.

Confrontée à un environnement sécuritaire complexe et concurrentiel, l'Union européenne s'est montrée prête à prendre des risques pour la paix et à assumer sa part des responsabilités en matière de sécurité mondiale. Depuis près de deux décennies, les militaires et les civils de l'UE œuvrent en faveur d'un monde meilleur et d'une Europe plus sûre. Depuis 2003, nous avons déployé 37 missions et opérations sur trois continents. Celles-ci constituent l'instrument le plus visible de l'UE en matière de sécurité et de réaction aux crises, ce qui témoigne d'un engagement politique fort de l'UE ayant une incidence concrète sur le terrain.

Nous avons montré que nous pouvons agir rapidement et avec détermination en cas de besoin, en déployant trois nouvelles missions et opérations dans un délai très court. En 2020, nous avons lancé l'opération IRINI au large des côtes libyennes, ainsi que la mission de conseil de l'UE en République centrafricaine. Et en 2021, nous avons mis en place une mission de formation militaire

au Mozambique afin de soutenir les efforts déployés par le gouvernement pour protéger la population civile et rétablir la sécurité dans la province de Cabo Delgado. L'UE mène actuellement 18 missions et opérations civiles et militaires dans le monde, avec plus de 4 000 femmes et hommes contribuant à la sécurité internationale.

Cependant, à mesure que le paysage géopolitique évolue, nous devons adapter nos missions et opérations PSDC aux nouvelles réalités et aux nouveaux défis. La boussole stratégique, présentée en novembre 2021 et adoptée par les 27 États membres en mars 2022, propose des moyens concrets d'y parvenir.

Premièrement, nous devons veiller à ce que nos missions et opérations PSDC civiles et militaires nous permettent de nous adapter aux nouvelles menaces et aux nouveaux défis, et il nous faut accroître l'efficacité de ces missions et opérations, compte tenu du nouveau contexte sécuritaire et de la présence croissante de concurrents stratégiques sur les théâtres d'opération. Ainsi, nous devrions être en mesure de mieux accompagner et soutenir les forces de sécurité et de défense de nos partenaires, ainsi que de dispenser des types de formations plus adaptés et de prodiguer des conseils sur les réformes structurelles.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une plus grande flexibilité et de processus décisionnels plus efficaces afin de pouvoir agir rapidement et avec détermination lorsqu'une crise l'exige. À cette fin, nous ferons usage de toutes les possibilités offertes par les traités de l'UE.

Troisièmement, nous devons renforcer nos structures de commandement et de contrôle au siège de l'UE. Nous devons veiller à ce que la capacité militaire de planification et de conduite soit en mesure d'assurer la planification, le commandement et le contrôle de tâches et d'opérations à mandat exécutif et non exécutif, ainsi que d'exercices réels. Il sera également procédé au renforcement de la capacité civile de planification et de conduite afin qu'elle soit mieux à même de planifier et de conduire des missions civiles.

Enfin, nous devons veiller à ce que nos missions et opérations soient dotées de ressources suffisantes. Cela signifie que nous devons investir davantage et mieux dans les capacités, y compris les capacités de soutien stratégiques nécessaires au déploiement efficace de nos missions et opérations, en particulier les transports stratégiques, la protection des forces, les ressources médicales, la cyberdéfense, ainsi que la communication, le renseignement, la surveillance et la reconnaissance par satellite. En ce qui concerne la PSDC civile, la mise en œuvre du pacte civil permettra un déploiement plus rapide de notre personnel, y compris dans des environnements complexes. Elle renforcera aussi la coopération entre les acteurs de la PSDC et d'autres acteurs de l'UE, comme Frontex ou Europol.

Un nouvel instrument important dont nous devons faire pleinement usage est la facilité européenne pour la paix (FEP), par exemple pour fournir des équipements militaires et compléter les formations assurées par les missions PSDC. C'est ce que nous avons fait en 2021 au Mozambique, où, pour la première fois, le lancement d'une mission de formation de l'UE s'est accompagné d'une mesure d'assistance au titre de la FEP afin que les unités que nous formons reçoivent également les équipements dont elles ont besoin pour accomplir leur travail.

Le présent rapport annuel fait le point sur les efforts que l'UE déploie à travers ses missions et opérations pour promouvoir la paix et la sécurité dans le monde entier. Dans le même temps, il y est souligné à quel point il reste beaucoup à faire.

**Josep Borrell Fontelles**

*Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/  
Vice-Président de la Commission européenne*





## **PARTIE 1**

# Renforcer la résilience dans un environnement géopolitique difficile

## 2021: UNE ANNÉE DE DÉFIS GÉOPOLITIQUES CROISSANTS

De l'Ukraine et de notre voisinage oriental au Sahel et au-delà, le monde qui nous entoure devient plus inamical et moins sûr. L'instabilité en dehors des frontières de l'UE a des conséquences directes sur la sécurité au sein de l'UE. Nous devons être prêts à agir lorsque nos intérêts en matière de sécurité et ceux de nos citoyens sont en jeu. Nos missions et opérations PSDC déployées sur trois continents contribuent à la sécurité de l'UE en apportant un soutien aux autorités nationales dans notre voisinage, dans les régions proches de notre voisinage et au-delà. Sous le drapeau de l'UE, les États membres déploient des militaires, des policiers, des garde-côtes, des observateurs du secteur de la justice, ainsi que des conseillers et des experts en matière de gestion des frontières ou de services pénitentiaires, afin de contribuer à la stabilité en Méditerranée, dans les Balkans occidentaux, en Europe orientale, au Sahel, dans la Corne de l'Afrique, dans le Caucase et au Proche-Orient.

Les exigences imposées aux réponses de l'UE en matière de gestion de crise continuent de croître parallèlement à la détérioration de la situation en matière de sécurité mondiale. Dans le contexte des discussions politiques sur la boussole stratégique, la capacité civile de conduite et de planification (CPCC), la capacité militaire de planification et de conduite (MPCC) et l'État-major de l'UE (EMUE) ont œuvré à doter la PSDC tant civile que militaire des outils nécessaires afin qu'elle gagne en capacité, en flexibilité et en adaptabilité. L'objectif est de faire en sorte que nos missions et opérations soient suffisamment solides pour répondre aux besoins futurs. À mesure que nous nous adaptons pour faire face à un niveau croissant de menace, on attend de plus en plus de la part de l'UE qu'elle soit en mesure de protéger ses citoyens non seulement contre les menaces directes pour la sécurité telles que le terrorisme, mais aussi contre les menaces hybrides indirectes telles que la désinformation et les cyberattaques, perpétrées par des acteurs qui cherchent à déstabiliser notre Union. La boussole stratégique contribuera à tracer la voie à suivre pour combler les lacunes en matière de capacités et établir des partenariats avec des partenaires partageant les mêmes valeurs afin de renforcer la coopération internationale à l'appui des valeurs et des intérêts de l'UE.

### Bilan 2021

Nos opérations et nos missions ont continué de renforcer la résilience et la stabilisation des pays partenaires qui se remettent d'une situation de conflit et d'instabilité ou qui sont touchés par une telle situation.

Nos **missions civiles** ont dispensé des modules de formation sur des sujets tels que la lutte contre les armes et la traite des êtres humains, les techniques de police scientifique, la gestion des scènes de crime, la gestion des ressources humaines, le recrutement, la rédaction de textes législatifs, le maintien de l'ordre public, la police de proximité, la communication publique, la lutte contre la corruption, la lutte contre la criminalité organisée, la préservation du patrimoine culturel et la lutte contre la fraude documentaire, l'application des lois locales sur la migration irrégulière, l'enregistrement civil, la gestion intégrée des frontières, la sûreté maritime, les droits de l'homme et les questions de genre, et les techniques d'interrogatoire.

Nous avons encadré des cadres moyens et supérieurs des services de police et des institutions judiciaires, ainsi que des hauts fonctionnaires des ministères de l'intérieur et de la justice, y compris



des ministres, des chefs de police et des présidents de conseils de la magistrature. Nous avons mené des poursuites ou rendu des jugements dans des procès pénaux et avons suivi des affaires pénales liées à la grande criminalité organisée ou à des crimes de guerre.

Nous avons influencé l'élaboration de nouvelles lois et politiques ou stratégies institutionnelles ou gouvernementales au niveau national ou régional en fournissant des conseils et des éléments de langage sur des sujets tels que la réforme du secteur de la sécurité civile, les codes de procédure pénale, la saisie d'avoirs criminels, le blanchiment d'argent et la compétence juridictionnelle.

Afin de lutter contre le terrorisme, la migration irrégulière et la piraterie, et de soutenir le renforcement des capacités des forces armées, **nos militaires ont mené des missions et des opérations à mandat exécutif et non exécutif** qui ont organisé de multiples actions de formation à court et à long terme portant notamment sur le déploiement d'armes d'appui, les compétences en matière d'infanterie, l'organisation des forces, les compétences en matière de tir embusqué, l'ingénierie, la logistique, le contrôle tactique aérien et la collecte de renseignements. La dimension humanitaire est systématiquement abordée dans le cadre de nos formations; il s'agit notamment d'intégrer le droit international humanitaire dans les formations dispensées, d'organiser une formation de sensibilisation aux mines et de protéger l'aide fournie par le Programme alimentaire mondial à la Somalie par voie maritime.

Dans le cadre de nos missions et opérations PSDC civiles et militaires, nous avons continué de contribuer à la sécurité et à la stabilité internationales dans les pays et régions de notre voisinage et au-delà. En **Bosnie-Herzégovine**, l'EUFOR a été en mesure de transférer de nombreuses responsabilités importantes aux autorités, comme les mouvements d'équipements militaires, le contrôle des munitions et des armes, les sites de stockage de munitions, l'autorité du spectre radioélectrique, le déminage et le contrôle de l'espace aérien.

Au **Kosovo**<sup>(1)</sup>, nous avons renforcé les institutions chargées de l'état de droit en assurant un suivi

(1) Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis de la CIJ sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

rigoureux des affaires judiciaires et des poursuites engagées. Nous avons continué de soutenir les services correctionnels du Kosovo par un suivi, un encadrement et la fourniture de conseils. En outre, nous avons fourni une assistance spécialisée à l'Institut de médecine légale, y compris dans le domaine des personnes disparues.

En **Ukraine**, nous avons fourni des conseils pour la rédaction de la législation sur les services de sécurité ukrainiens et soutenu les efforts déployés par les institutions chargées de l'état de droit pour s'aligner sur les principes et bonnes pratiques européens et euro-atlantiques. Ces efforts se poursuivent malgré l'invasion russe non provoquée du 24 février 2022.

En **Géorgie**, nous continuons à effectuer des patrouilles, de façon à assurer une présence visible sur le terrain qui contribue à la stabilité générale et renforce le sentiment de sécurité des communautés touchées par le conflit.

Dans les **territoires palestiniens occupés**, nous continuons d'aider l'Autorité palestinienne à mettre en place ses institutions officielles, en mettant l'accent sur les réformes du secteur de la sécurité et de la justice, dans le cadre des efforts plus vastes déployés par l'UE pour soutenir la mise en place d'un appareil d'État palestinien, dans le contexte de l'action menée en faveur d'une paix globale reposant sur une solution fondée sur la coexistence de deux États.

En **Libye**, nous avons aidé les autorités à élaborer un cadre de gestion intégrée des frontières, afin de soutenir l'équipe nationale chargée de la sécurité et de la gestion des frontières, l'objectif étant de renforcer les capacités en matière de gestion, de sécurité et de surveillance des frontières. Nous avons également apporté notre concours à l'élaboration de la stratégie libyenne de lutte contre le terrorisme.

En **Iraq**, nous avons soutenu la mise en œuvre cohérente des aspects civils de la stratégie de sécurité nationale et de la réforme du secteur de la sécurité, afin de contribuer à un Iraq plus sûr et plus fort en soutenant le renforcement de l'intégrité et de la lutte contre la corruption ainsi que la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment.

Depuis 2012, le **Sahel** est confronté à une crise sécuritaire profonde qui a entravé son développement et qui, conjuguée à d'autres tendances à long terme comme le changement climatique, la pression démographique, la raréfaction des ressources naturelles et les risques épidémiques, risque de réduire à néant les progrès des dernières décennies.

Au **Niger**, nous restons un partenaire essentiel des forces de sécurité intérieure et des autres acteurs nationaux intervenant dans la sécurité et la stabilité du Niger, en soutenant les forces de sécurité intérieure nigériennes dans leur lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et la migration irrégulière grâce à la fourniture de conseils stratégiques et d'équipements ainsi qu'à l'organisation de formations, assurées de manière intégrée et durable.

Au **Mali**, sur fond de pandémie mondiale, d'instabilité politique et d'incertitude, nous avons continué de soutenir les forces armées et les institutions chargées de l'état de droit.

En **Somalie**, l'EUTM Somalia, l'EUCAP Somalia et l'opération ATALANTA demeurent un pilier essentiel de l'approche intégrée de l'UE et de la réaction aux crises émergentes et en cours, en liaison avec d'autres instruments de l'UE.

Dans l'**océan Indien**, nous continuons à lutter contre la piraterie, le trafic et les activités illicites, ainsi qu'à protéger les navires vulnérables, y compris ceux du PAM dans notre zone d'opérations.



La présence de l'UE dans cette région est l'une des principales raisons pour lesquelles la dernière attaque de pirates enregistrée remonte à avril 2019.

En **mer Méditerranée**, l'opération IRINI continue d'exécuter sa tâche principale, liée à la mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies, avec des moyens aériens, satellites et maritimes. Depuis son lancement, l'opération IRINI a produit des résultats significatifs en termes de collecte d'informations et d'effet dissuasif tant en ce qui concerne l'embargo sur les armes que la lutte contre la contrebande de pétrole.

Au **Mozambique**, le gouvernement s'est félicité du lancement d'une mission de formation le 15 octobre 2021. Dans le cadre de l'approche intégrée de l'UE au Mozambique, la mission soutient le renforcement des capacités des forces armées mozambicaines par une action de formation afin de soutenir la stabilisation et la promotion de la paix, tout en veillant au respect du droit international relatif aux droits de l'homme et de l'état de droit, notamment dans la province de Cabo Delgado et dans les provinces voisines.

En **République centrafricaine**, nous avons fourni des conseils stratégiques aux autorités politiques et militaires, tant dans le domaine de la planification du déploiement de garnisons que dans l'élaboration de documents importants, y compris un plan de défense national. En outre, un soutien a été apporté aux autorités centrafricaines pour la réforme du secteur de la sécurité intérieure, le but principal étant d'améliorer la sécurité de la population.

## Gestion des crises dans le cadre de la PSDC - Commandement et contrôle

La mise en place de la MPCC, dotée de la capacité de planifier et de conduire simultanément une opération à mandat exécutif et jusqu'à cinq missions militaires à mandat non exécutif, a renforcé et amélioré les structures de gestion de crise de l'UE.

La MPCC a fourni l'état-major d'opération de l'exercice "EU Integrated Resolve 20 (IR20)" et devrait également fournir celui de l'exercice MILEX 22. Tout récemment, elle a assumé le commandement opérationnel d'une mission de formation supplémentaire de l'UE au Mozambique et a intégré avec succès la task force d'assistance militaire Gazelle dans l'EUTM Mali.

À notre siège civil de Bruxelles (capacité civile de planification et de conduite - CPCC), nous avons rationalisé nos approches en les ramenant à un nombre donné de fonctions de base afin d'exécuter notre mission avec plus d'efficacité et d'efficacité grâce à l'élaboration de lignes directrices opérationnelles sur l'intégration des questions de genre, la coopération entre les services de police et le ministère public et les pratiques de lutte contre la corruption.

Nous espérons que notre troisième rapport annuel sur la PSDC vous fournira un aperçu utile de nos activités.

**Vice-amiral Hervé Bléjean**

*Directeur général de l'État-major de l'Union européenne (EMUE)  
et directeur de la capacité militaire de planification et de conduite (MPCC)*

**Francisco Esteban Pérez**

*Commandant des opérations civiles et directeur de la capacité civile  
de planification et de conduite (CPCC)*

## COOPÉRATION CIVILO-MILITAIRE

Une coordination et une coopération efficaces entre les acteurs civils et militaires demeurent essentielles pour exploiter les synergies, apporter une valeur ajoutée sur le terrain et fournir un avantage comparatif et un effet de levier de l'UE vis-à-vis des partenaires. Dans le cadre de la boussole stratégique de l'UE, une attention particulière sera accordée au renforcement de la coopération, à des fins d'intérêt mutuel, entre les engagements opérationnels civils et militaires de la PSDC.

Des travaux sont en cours pour développer plus avant les pratiques existantes en matière de coopération civilo-militaire, par exemple concernant l'évacuation sanitaire et l'évacuation stratégique et pour ce qui est de faire en sorte que les bonnes pratiques recensées pendant la pandémie de COVID 19 soient codifiées dans les mandats et les instructions permanentes concernés.

Des échanges réguliers ont lieu au siège à Bruxelles et au niveau du théâtre, sur l'évolution de la situation politique et en matière de sécurité, là où nous avons des missions civiles et militaires sur le même théâtre, comme au Mali, en RCA et en Somalie. Des progrès satisfaisants ont été accomplis dans le renforcement de la cellule commune de coordination en matière de soutien, de l'infrastructure SIC pour les communications sécurisées et du système de commandement et de contrôle de l'Union européenne (EUCCIS).



# RENFORCER LA RÉSILIENCE DES MISSIONS ET OPÉRATIONS PSDC SUR LE TERRAIN

En 2021, les missions tant civiles que militaires de la PSDC ont été témoin d'une augmentation significative du niveau et de la complexité de la menace que représentent la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères. Cette question est devenue une question de politique étrangère et de sécurité étroitement liée aux menaces mondiales, et elle n'a cessé de fragmenter et d'éroder les objectifs stratégiques de la présence de l'UE dans les zones fragiles.

Dans le cadre de la PSDC, la manipulation de l'information et l'ingérence ont systématiquement revêtu la forme d'activités intentionnelles et coordonnées dans l'environnement d'information local des missions. Parallèlement à la manipulation de l'information et à l'ingérence, il y a eu une multiplication des discours extrémistes et incendiaires, des discours haineux et de propagande, ainsi que des soulèvements violents dans les régions relevant de la PSDC au cours des dernières années. Les tactiques, les techniques et les procédures auxquelles les acteurs malveillants ont eu recours ont servi à diffuser des mensonges, à mettre à rude épreuve les contextes de communication et les canaux publics et, en fin de compte, à mettre encore plus en danger l'environnement opérationnel des missions.

La résilience des missions et opérations face à ces défis nécessite le développement de certaines capacités, en particulier celles qui contribuent à une connaissance solide de la situation en matière d'environnement de l'information, à un renforcement spécifique des capacités et à la formation du personnel, ainsi qu'à un meilleur échange d'informations entre toutes les parties prenantes participant à l'élaboration des réponses adéquates.

Au niveau stratégique, la question de la résilience des missions PSDC civiles en particulier a également été abordée dans le contexte de l'élaboration du "mini-concept" sur les menaces hybrides. Le mini concept décrit comment les missions PSDC civiles peuvent accroître leur propre résilience face aux menaces hybrides: a) en dispensant à leur personnel une formation spécifiquement axée sur la sensibilisation aux menaces hybrides; et b) par des mesures visant à renforcer leur protection contre les menaces hybrides. Ces efforts accrus seraient entrepris sur la base d'une analyse au cas par cas et seraient donc spécifiques à chaque mission.



## ŒUVRER AVEC LES PARTENAIRES AU RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE ET MONDIALE



Dès 2020, la pandémie de COVID-19 a affecté la coopération PSDC avec les partenaires, plusieurs activités ayant été annulées ou reportées. Néanmoins, un certain nombre d'avancées importantes ont été réalisées. De nouveaux accords-cadres de participation sont entrés en vigueur avec la Colombie et le Viêt Nam en 2020 et un accord-cadre de participation a été signé avec la Jordanie en 2019. En 2021, les négociations ont bien progressé en vue de la signature d'un accord-cadre de participation avec le Pérou.

Au cours des dernières années, le dialogue de l'UE avec les pays tiers sur la sécurité et la défense (y compris sur des questions thématiques comme la lutte contre le terrorisme, la sûreté maritime et le cyberspace) s'est poursuivi sous la forme de dialogues/consultations spécifiques à différents niveaux (secrétaire général adjoint, directeur général, directeur ou niveau interservices), ainsi que dans le cadre des dialogues politiques généraux avec les partenaires. Les réunions tenues dans ce cadre ont été l'occasion d'informer les pays tiers des développements intervenus dans le domaine de la PSDC, de faire le point sur les relations bilatérales dans le domaine de la sécurité et de la défense et d'examiner les possibilités d'approfondir la coopération.

Les pays partenaires ont continué d'apporter d'importantes contributions aux missions et opérations PSDC de l'UE tout au long des années. En décembre 2021, 15 pays partenaires

contribuaient à 8 missions et opérations PSDC par la mise à disposition de personnel. Ces pays tiers, qui ont fourni un effectif total de 247 personnes, étaient l'Albanie, l'Australie, la Bosnie-Herzégovine, le Canada, le Chili, la Colombie, la Géorgie, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Norvège, la République de Corée, la République de Moldavie, la Serbie, la Suisse et la Turquie.

La coopération avec les partenaires s'est également poursuivie au niveau opérationnel, la période 2020-2021 ayant vu une augmentation du nombre d'exercices navals conjoints menés entre l'opération EUNAVFOR ATALANTA et les pays partenaires. Ainsi, en octobre 2020, l'opération ATALANTA et le Japon ont mené des exercices conjoints et fait une escale conjointe à Djibouti. D'autres exercices navals conjoints avec le Japon, Djibouti, Oman, l'Inde et la République de Corée ont eu lieu en 2021.

Afin de renforcer la coopération avec les pays tiers dans le domaine de la sécurité et de la défense, des conseillers militaires en uniforme sont déployés depuis 2019 dans plusieurs délégations de l'UE, notamment à Washington (et au Canada), ainsi qu'à Belgrade, Kiev, Pékin et Djakarta.

Au niveau régional, l'UE a mis en œuvre, par exemple, l'étude sur les risques hybrides menée avec quatre partenaires des Balkans occidentaux et a lancé en 2020 le projet pilote "Renforcer la coopération en matière de sécurité en Asie et avec l'Asie" avec six pays asiatiques, ainsi que la deuxième phase du projet "Routes maritimes critiques dans la région indo-pacifique" (CRIMARIO II) de l'initiative de renforcement des capacités maritimes de l'UE.

Le SEAE a continué de travailler au renforcement de ses liens avec les organisations internationales partenaires, en particulier les Nations unies, l'OTAN et l'UA.

Le partenariat stratégique entre les Nations unies et l'UE concernant les opérations de paix et la gestion des crises a encore été développé sur la base des priorités communes convenues pour la période 2019-2021. Des comités directeurs UE-ONU sur la gestion des crises se sont réunis, un "accord-cadre UE-ONU sur l'assistance mutuelle" a été signé en 2020 et la coopération en matière de maintien de la paix et de gestion civile, policière et militaire des crises a été renforcée au niveau des sièges comme sur le terrain. Un nouvel ensemble de priorités communes entre l'UE et les Nations unies pour la période 2022-2027 a également été adopté en 2021. Confirmant les priorités convenues précédemment, ainsi que l'engagement commun d'inclure les enfants et les conflits armés dans les priorités transversales, et accordant une attention accrue aux programmes en faveur de la jeunesse, de la paix et de la sécurité ainsi que des femmes, de la paix et de la sécurité, ces priorités visent aussi à répondre plus efficacement à l'évolution du paysage des menaces et aux défis transversaux comme le changement climatique, les technologies de rupture et la désinformation, ainsi qu'aux conséquences de la pandémie mondiale de COVID-19. Le lien entre le climat, la paix et la sécurité est également pris en compte.

Ces dernières années, la coopération UE-OTAN a atteint un niveau sans précédent. Les déclarations conjointes de Varsovie (2016) et de Bruxelles (2018) sur la coopération UE-OTAN, ainsi que l'ensemble commun de 74 actions concrètes, ont véritablement changé la donne dans le partenariat stratégique UE-OTAN, fournissant un cadre solide et complet pour une coopération renforcée. Des interactions ont notamment eu lieu au niveau des services dans les domaines de la lutte contre les menaces hybrides, de la coopération opérationnelle, y compris en mer et en matière de migration, de la cybersécurité et de la cyberdéfense, des capacités de défense, de l'industrie de défense et de la recherche en matière de défense, des exercices et du renforcement des capacités des partenaires en matière de défense et de sécurité. En outre, la coopération englobe des domaines transversaux tels que le dialogue politique, la mobilité militaire, la lutte

contre le terrorisme, les questions chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, et les femmes, la paix et la sécurité. Le "sixième rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'ensemble commun de propositions" a été présenté au Conseil de l'UE et au Conseil de l'OTAN en 2021, dans le prolongement de cinq rapports analogues déjà présentés jusqu'alors aux deux Conseils, démontrant la valeur ajoutée de cette coopération mutuellement bénéfique et qui se renforce. Le Conseil européen de décembre 2021 a réaffirmé son soutien au renforcement du partenariat stratégique UE-OTAN et a anticipé la signature d'une troisième déclaration conjointe sur la coopération UE-OTAN.

Le partenariat UE-UA s'est encore développé sur la base du protocole d'accord de 2018 entre l'Union africaine et l'Union européenne sur la paix, la sécurité et la gouvernance. Les préparatifs du sommet UE-UA (initialement prévus pour 2020 mais reportés en raison de la COVID-19, et qui ont finalement eu lieu en février 2022) se sont intensifiés avec la tenue, en octobre 2021 à Kigali, d'une réunion préparatoire au niveau ministériel.



# LE PACTE EN MATIÈRE DE PSDC CIVILE — PROGRÈS RÉALISÉS APRÈS TROIS ANS DE MISE EN ŒUVRE

L'année 2021 a été importante pour la mise en œuvre du pacte en matière de PSDC civile en ce qu'elle a permis de renforcer la PSDC civile en termes de capacités, d'efficacité et de coordination. Les États membres, le SEAE et les services de la Commission ont œuvré à une série d'étapes, fixées par le Conseil pour 2021, afin de mettre pleinement en œuvre les 22 engagements prévus dans le pacte. Pour la première fois, tous les États membres de l'UE ont adopté des plans nationaux de mise en œuvre visant à accroître leurs contributions aux missions PSDC civiles, par exemple en réexaminant les procédures nationales respectives en matière de détachement.

Six groupes de plans nationaux de mise en œuvre dirigés par les États membres ont été lancés afin d'échanger les bonnes pratiques et les enseignements tirés des processus nationaux, sur des sujets tels que les questions juridiques liées aux détachements, la communication stratégique, la participation des femmes et l'évolution de la carrière nationale. Cette structure institutionnelle unique a permis à tous les États membres de faire passer ensemble la PSDC civile au niveau supérieur. Ces efforts ont permis de mettre en place les éléments constitutifs d'un processus de développement des capacités plus cohérent et plus coordonné.

Les États membres ont été soutenus dans leurs travaux par le Centre d'excellence européen pour la gestion civile des crises, créé à Berlin en 2020. Tout au long de l'année 2021, le Centre a organisé un certain nombre d'ateliers qui ont donné lieu à un échange accru de bonnes pratiques et d'enseignements tirés entre les États membres et les experts.

Des progrès ont également été accomplis par les institutions de l'UE. Les mandats des missions PSDC civiles présentent dorénavant une structure plus souple, car ils sont modulaires et modulables. Il est désormais également possible d'avoir des mandats d'une durée plus longue pour les missions, ce qui offre une plus grande stabilité en matière de planification sur le terrain.

Un certain nombre d'évolutions importantes ont eu lieu, notamment en ce qui concerne la coopération PSDC-JAI: sur la base du pacte, nous avons élaboré des "mini-concepts" pour permettre aux missions PSDC civiles de mieux relever les défis non traditionnels en matière de sécurité (par exemple, la migration irrégulière, le terrorisme, les menaces hybrides, la cybercriminalité, etc.), en coordination avec d'autres acteurs de l'UE, y compris les agences JAI de l'UE. Nous avons fourni des orientations conceptuelles aux planificateurs et des idées concrètes sur la manière de mettre en œuvre certains concepts avec les partenaires sur le terrain. Le renforcement de la coopération PSDC JAI est aujourd'hui une réalité quotidienne pour la plupart des missions. Les négociations en cours en vue de conclure des modalités de travail entre Frontex et certaines missions PSDC civiles témoignent de ce niveau de coopération approfondi.

En outre, la PSDC civile est désormais mieux coordonnée avec d'autres acteurs de l'UE, tels que les acteurs et initiatives de l'UE qui sont responsables de la coopération au développement dans le cadre du programme de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de



coopération internationale (IVDCI). Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne la coordination et la coopération civilo-militaires, sur la base de notre expérience de la pandémie de COVID-19. La possibilité de renforcer les synergies avec les Nations unies a été examinée dans le cadre de séminaires conjoints. Par ailleurs, les missions PSDC civiles coopèrent étroitement avec les opérations de maintien de la paix des Nations unies sur le terrain, tout comme les collègues au niveau des sièges de Bruxelles et de New York.

Notre préparation et notre réactivité ont aussi connu d'importantes améliorations. Grâce à l'entrepôt stratégique, ouvert en 2018, nous sommes désormais en mesure de fournir aux missions le soutien logistique dont elles ont besoin. L'instrument de soutien aux missions a été renforcé par l'arrivée de nouveaux experts dans les domaines de la logistique, du développement de logiciels et des systèmes d'information et de communication, qui soutiennent les missions et contribuent

à uniformiser les pratiques dans chacune des onze missions civiles. En outre, les missions ont commencé à faire appel à des équipes spécialisées pour des besoins à court terme dans leur État hôte, ce qui permet de répondre rapidement et efficacement aux besoins susceptibles de se présenter sur le terrain. Des progrès importants ont aussi été réalisés dans la gestion des ressources humaines. Le déploiement du logiciel Goalkeeper permet d'analyser les tendances en matière de ressources humaines et fournit un lien avec les 150 autorités des États membres qui détachent du personnel auprès des missions civiles.

Toutes ces évolutions ont le même objectif: aider et assister les onze missions PSDC civiles dans l'exécution de leurs mandats. Les avancées réalisées se traduisent par des résultats concrets sur le terrain. La dernière mission civile déployée en 2020, l'EUAM RCA (République centrafricaine), comporte des éléments clés du pacte, comme une structure plus souple dans le cadre d'un mandat modulaire et modulable, ainsi qu'une attention particulière accordée à l'un des nouveaux défis en matière de sécurité, à savoir les menaces hybrides.

Malgré des progrès satisfaisants sur plusieurs fronts, d'autres domaines nécessitent davantage d'efforts. Grâce aux efforts nationaux des États membres, le personnel détaché a effectivement augmenté d'environ 8 % depuis l'adoption du pacte en matière de PSDC civile, mais, dans le même temps, le personnel contractuel a augmenté de 31 %, ce qui n'a pas contribué à l'engagement de porter la part totale des experts détachés à au moins 70 %. En outre, le nombre de femmes détachées n'a guère augmenté depuis l'adoption du pacte. Par ailleurs, les engagements prévus dans le pacte, notamment en ce qui concerne l'évaluation de l'impact opérationnel des missions et le soutien à l'augmentation des contributions des États tiers au cas par cas, doivent être examinés plus avant.

En résumé, de nombreux progrès ont été accomplis. Mais il faut en faire davantage pour mettre pleinement en œuvre le pacte en matière de PSDC civile d'ici le début de l'été 2023. Tout en concentrant nos efforts sur la mise en œuvre du pacte, il importe aussi de commencer à réfléchir à l'ère de l'après-pacte. La boussole stratégique, adoptée en mars 2022, fournit le cadre général et définit déjà certains objectifs pour la PSDC civile, le plus important étant l'adoption d'un nouveau pacte en matière de PSDC civile d'ici la moitié de l'été 2023.





## SÛRETÉ MARITIME

Ces dernières années, la sûreté maritime a occupé une place de plus en plus importante dans le programme de l'UE. Dans ses conclusions de mai 2021 sur la sécurité et la défense, le Conseil de l'UE est convenu de la nécessité de renforcer le rôle de l'UE en tant que garant de la sûreté maritime à l'échelle mondiale et d'en faire davantage pour soutenir les règles internationales fondées sur la convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM), défendre la liberté de navigation, approfondir la coopération maritime et accroître le nombre d'escales portuaires.

Sur cette base, le Conseil de l'UE a adopté, en juin 2021, des conclusions sur la sûreté maritime, qui rappellent que cette question demeure une priorité pour l'UE, y compris la protection de ses intérêts stratégiques et la sauvegarde de l'accès aux biens communs maritimes mondiaux. Les conclusions soulignent également la nécessité d'accroître la capacité de l'UE à agir de manière autonome et de renforcer son rôle en tant que garant de la sûreté maritime mondiale face aux menaces et aux défis toujours plus nombreux qui affectent la stabilité mondiale et accentuent la concurrence pour les ressources. À cette fin, l'UE a œuvré tout au long de l'année à la définition d'une boussole stratégique, qui comprend un important volet maritime.

La communication conjointe de septembre 2021 sur la stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique indique que l'UE cherche à promouvoir une architecture de sécurité ouverte et fondée sur des règles dans la région, y compris des lignes de communication maritimes sûres, le renforcement des capacités et une présence navale accrue, conformément à la CNUDM. Dans ce contexte, en 2020 et 2021, l'UE a mené plusieurs exercices navals conjoints et fait des escales conjointes avec des partenaires de la région indo-pacifique, notamment Djibouti, l'Inde, le Japon, la République de Corée, Oman et le Pakistan, dans le cadre de sa force navale en Somalie – l'opération ATALANTA.

L'UE a contribué au renforcement des capacités en matière de sûreté maritime dans la région indo-pacifique dans le cadre de sa mission PSDC EUCAP Somalia, de projets spécifiques comme CRIMARIO II (routes maritimes critiques dans la région indo-pacifique) et ESIWA (renforcement de la sécurité en Asie et avec l'Asie), ainsi que d'autres projets. En 2020, elle a étendu le champ d'application géographique de CRIMARIO de l'océan Indien occidental à l'océan Indien oriental et à l'Asie du Sud Est. La plateforme web spécialisée, neutre et sécurisée de CRIMARIO pour l'échange d'informations et l'amélioration de l'appréciation du domaine maritime, IORIS, suscite un grand intérêt de la part des acteurs régionaux.

En janvier 2021, la force navale de l'UE en Somalie — l'opération ATALANTA — a vu son mandat étendu des opérations de lutte contre la piraterie à la lutte contre le trafic de drogue et d'armes. Depuis son lancement en 2008 jusqu'à la fin de 2021, ATALANTA a escorté 1 598 convois du Programme alimentaire mondial avec un taux de réussite de 100 %. La piraterie autour de la Corne de l'Afrique a considérablement diminué, aucune attaque de pirates n'ayant abouti en 2020 et 2021.

En mars 2020, l'UE a lancé l'opération EUNAVFOR MED IRINI, qui remplace l'opération Sophia en Méditerranée. IRINI a pour tâche principale de mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à la Libye. IRINI est aussi chargée de surveiller les exportations illicites de produits pétroliers en provenance de Libye et de contribuer au renforcement des capacités des garde-côtes libyens et de la marine libyenne, ainsi qu'à la perturbation du trafic et de la traite d'êtres humains. En janvier 2021, IRINI a signé un accord de travail avec l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) pour l'échange d'informations et la coopération, y compris dans le cadre d'opérations de recherche et de sauvetage.



En janvier 2021, l'UE a également lancé, à titre de projet pilote, son nouveau concept de présences maritimes coordonnées (PMC) dans le golfe de Guinée, afin de contribuer à lutter contre l'insécurité maritime dans cette zone. Dans le cadre de ce concept, les navires de guerre des États membres de l'UE participants coordonnent leurs présences dans un domaine maritime d'intérêt donné et partagent des informations maritimes par l'intermédiaire d'une cellule d'information et de coordination du domaine maritime (MAICC). Ce dispositif souple et léger facilite la présence coordonnée des moyens navals des États membres de l'UE dans des domaines maritimes plus vastes. Conformément à sa stratégie pour la coopération dans la région indo-pacifique, l'UE s'est employée à étendre le concept de PMC à la région indo-pacifique, afin de renforcer sa présence navale dans cette région.

L'UE a continué de promouvoir la sûreté maritime dans diverses enceintes multilatérales, telles que les réunions intersessions du Forum régional de l'ASEAN sur la sûreté maritime. Au cours de sa coprésidence avec l'Australie et le Viêt Nam (de 2018 à la mi-2021), elle a promu des mesures régionales de répression maritime en mer de Chine méridionale.

En outre, la coopération interservices entre Frontex, l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECP) et l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) en ce qui concerne les fonctions des garde-côtes s'est améliorée. Les trois agences spécialisées de l'UE se renforcent désormais avec souplesse dans l'accomplissement de leurs tâches. Elles ont coopéré et se sont soutenues, y compris dans le cadre d'opérations maritimes polyvalentes (par exemple en mer Noire). Malgré la pandémie, l'UE a continué de soutenir le renforcement des capacités de ses partenaires des voisinages méridional et oriental au moyen de projets tels que SAFEMED IV et le projet "mer Noire et mer Caspienne".





# CHANGEMENT CLIMATIQUE, SÉCURITÉ ET DÉFENSE

Dans les pays fragiles, l'incidence socioéconomique du changement climatique sur l'agriculture, la pêche et l'accès aux ressources naturelles aura des répercussions sur les tensions déjà présentes au sein des communautés, ce qui peut par la suite exacerber les conflits et l'instabilité ainsi que les déplacements de population. Des phénomènes météorologiques plus extrêmes, tels que des inondations et des incendies de forêt, se multiplieront, nécessitant alors une assistance de l'armée aux autorités civiles. Par ailleurs, les conséquences géopolitiques du changement climatique doivent également être prises en considération dans ce contexte. La fonte des glaces risque de faire de l'Arctique un point névralgique du point de vue géopolitique, en raison de l'ouverture de nouvelles routes maritimes et d'un accès à des gisements de gaz naturel et de pétrole. En outre, la transition énergétique de nos économies pourrait créer de nouvelles dépendances à l'égard de matières premières telles que les terres rares, dont nous avons besoin pour nos voitures électriques et d'autres technologies vertes.

La feuille de route de l'UE sur le changement climatique et la défense, présentée par le Haut Représentant en novembre 2020, oriente les efforts déployés par l'UE pour gérer les liens divers qui existent entre le climat, la défense et la sécurité. Les actions décrites dans la feuille de route concernent notre engagement opérationnel, le développement de nos capacités et nos partenariats.

Un certain nombre de mesures clés sont mises en œuvre pour adapter progressivement notre engagement opérationnel aux réalités du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Les mandats de nos missions et opérations devraient tenir compte de la manière dont le changement climatique et la dégradation de l'environnement influent sur la situation locale en matière de sécurité et peuvent être à l'origine de tensions et de conflits. Les planificateurs peuvent alors déterminer comment les tâches opérationnelles de la mission peuvent contribuer à relever certains des défis liés au changement climatique et à la dégradation de l'environnement.

Bien des progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre de la feuille de route sur le changement climatique et la défense. Dans le domaine opérationnel, l'UE a pris les mesures suivantes en 2021:

- Elle a commencé à déployer des conseillers environnementaux auprès de l'EUAM RCA et de l'EUCAP Sahel Mali.
- Elle a organisé la première réunion des conseillers environnementaux et des points de contact en matière d'environnement dans toutes les missions et opérations civiles;
- Elle a commencé à élaborer un "mini-concept" qui décrit les modalités selon lesquelles les missions civiles peuvent s'attaquer au changement climatique et à la dégradation de l'environnement dans le cadre de leurs tâches opérationnelles, par exemple en aidant les États hôtes à lutter contre la criminalité environnementale ou en aidant les forces de sécurité des États hôtes à réduire leur empreinte environnementale. Nos missions militaires de formation pourraient tenir compte du changement climatique et de la dégradation de l'environnement dans leurs programmes de formation et de réforme afin de renforcer la résilience climatique des autorités des pays qui les accueillent.
- Elle a lancé un processus visant à améliorer notre appréciation de la situation ainsi que nos capacités d'alerte rapide et de prospective stratégique. Sur cette base, nous créerons des synergies et des liens pour que les planificateurs et les décideurs disposent d'informations correctes.

- Elle a entamé des travaux visant à mettre au point un mécanisme d'établissement de rapports pour mesurer l'empreinte environnementale (énergie, eau, déchets et durabilité globale) de nos missions et opérations civiles et militaires. Au Mali, par exemple, nous avons déjà déployé un "camp intelligent", conçu au sein de l'Agence européenne de défense. L'objectif est de commencer par une phase pilote au début de l'année prochaine et d'étendre progressivement cette approche à l'ensemble de nos missions et opérations.
- Elle a examiné le concept de l'UE pour la protection de l'environnement et l'optimisation énergétique dans le cadre des opérations et missions militaires dirigées par l'UE. Ce concept fournit les orientations stratégiques nécessaires à la prise en compte de la protection de l'environnement et de l'optimisation énergétique au cours de toutes les phases des missions et opérations militaires dirigées par l'UE, dans le cadre de leurs activités.
- Elle a élaboré le concept pour une approche intégrée du changement climatique et de la sécurité, qui définit un certain nombre d'approches et de principes opérationnels permettant à l'UE de veiller à ce que la dimension "climat et sécurité" soit intégrée dans les politiques et instruments concernés de l'action de l'UE en faveur de la paix et de la sécurité, depuis l'action humanitaire et en faveur du développement jusqu'à la prévention des conflits et la réaction aux crises, en passant par la PSDC.
- Elle a renforcé son engagement auprès de ses partenaires stratégiques et a organisé des échanges de personnel avec les Nations unies et l'OTAN, afin d'intégrer le changement climatique dans les nombreux domaines de coopération.
- Elle a organisé, en coopération avec l'IESUE, la conférence annuelle sur le climat et la défense, réunissant des parties prenantes des Nations unies, de l'OTAN, des services de la Commission, de l'AED, des États membres et du monde universitaire afin de discuter, entre autres, de la pertinence d'une planification et d'une prise de décision tenant compte des aspects climatiques dans le cadre des engagements opérationnels.





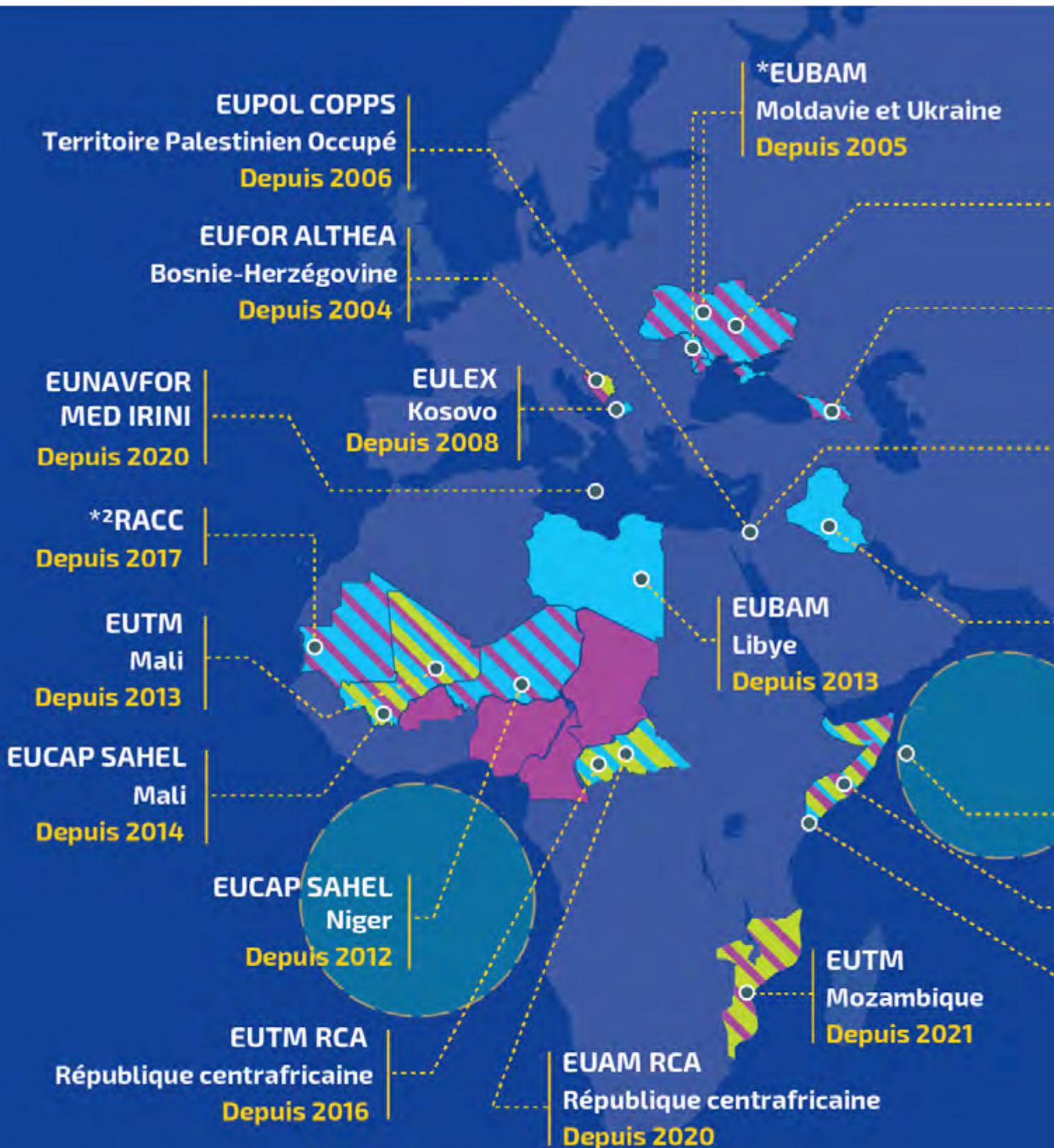


## **PARTIE 2**

# Réalisations des missions et opérations de la PSDC

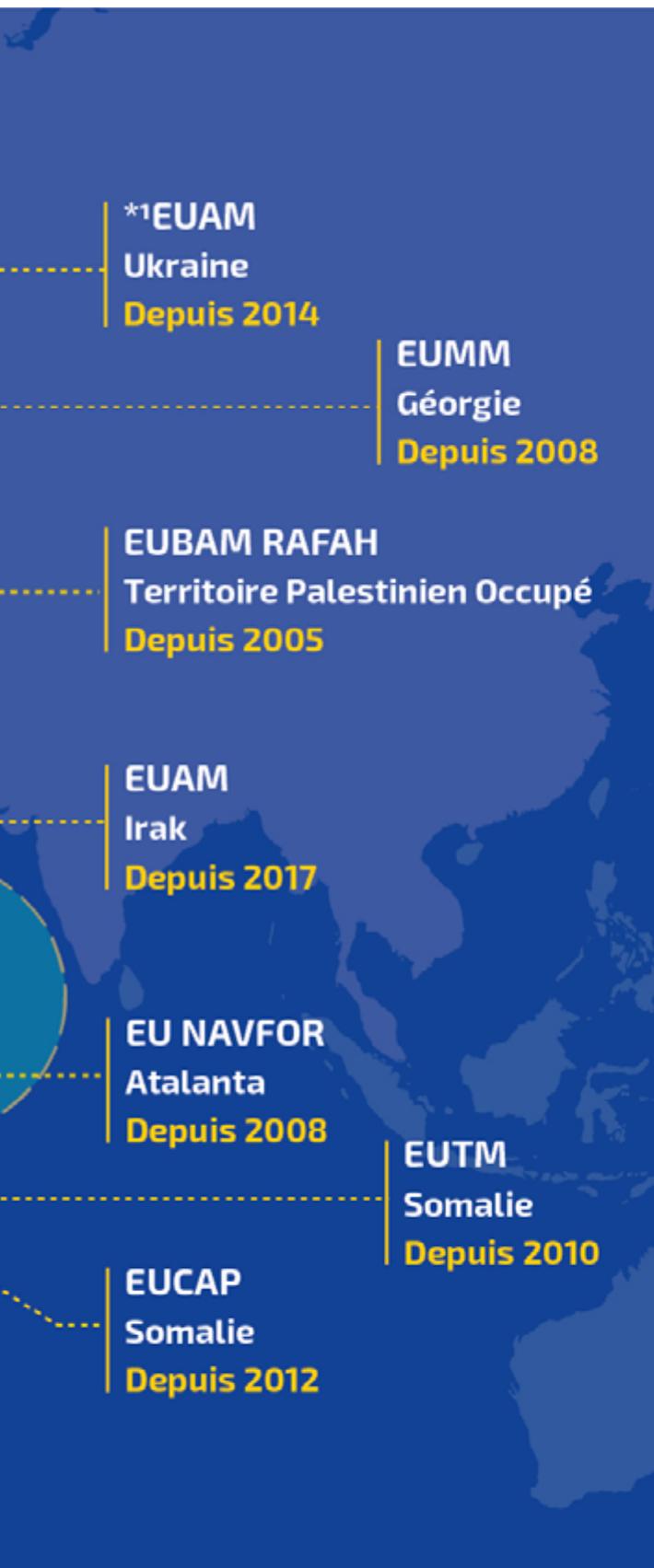


## L'engagement de l'UE en matière de sécurité et de défense dans le monde



\* Cette mission n'est pas gérée au sein des structures PSDC, mais ses objectifs sont très similaires aux autres missions, nous l'incluons donc ici

\*\* Evacué suite à l'invasion russe. En attente dans la région



-  Missions/Opérations militaires
-  Missions civiles
-  Mesures d'assistance de la Facilité Européenne pour la Paix
-  Présences Maritimes Coordonnées



**7** Missions/Opérations militaires en cours



**11** Missions civiles en cours



### Approche Intégrée:

Les actions de sécurité et de défense de l'UE sont déployées et mises en œuvre de concert avec d'autres outils et instruments de l'UE pour obtenir un impact stratégique.



### Objectifs:

Maintien de la paix, prévention des conflits, renforcement de la sécurité internationale, soutien à l'État de droit, prévention de la traite des êtres humains et de la piraterie, contribution à la sécurité maritime, fourniture d'équipements militaires et d'infrastructures de sécurité aux partenaires de l'UE.

\*2 La Cellule de Conseil et de Coordination Régionale est une action PSDC qui facilite le soutien de l'UE à la coopération en matière de sécurité et de défense entre les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger et Tchad)

## VOISINAGE ORIENTAL



Les voisins orientaux de l'Union européenne (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine) sont confrontés, à des degrés divers, à des menaces extérieures qui affectent également la stabilité et la sécurité en Europe: les pressions et actions déstabilisatrices persistantes en provenance de l'étranger (y compris la désinformation, les attaques hybrides et les cyberattaques), les menaces pesant sur leur intégrité territoriale, les conflits non résolus, les problèmes d'approvisionnement et de sécurité énergétiques, etc.

Depuis 2014, l'EUAM aide les autorités ukrainiennes à réformer durablement le secteur de la sécurité civile au moyen de conseils stratégiques, de formations et d'équipements en vue de réformer les services répressifs conformément aux normes de l'UE. Son mandat, renouvelé en 2021, a été mis en œuvre sur la base de trois piliers d'activité: des conseils stratégiques sur la réforme du secteur de la sécurité civile, un soutien à la mise en œuvre des réformes au moyen de conseils pratiques, de formations et de projets, ainsi que la coopération et la coordination des efforts de réforme entre les intervenants ukrainiens et internationaux.

Jusqu'à l'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie, déclenchée le 24 février 2022, l'EUAM Ukraine a continué de s'acquitter de son mandat dans son intégralité, avec des résultats notables et unanimement reconnus.

En Géorgie, la mission d'observation de l'UE (EUMM) déployée en septembre 2008 dans le prolongement de l'accord en six points conclu grâce à la médiation de l'UE a continué à s'acquitter de son mandat en 2021. Les priorités de l'EUMM sont de veiller à ce que les hostilités ne reprennent pas; de faciliter la reprise d'une vie sûre et normale pour les populations locales vivant de part et d'autre des lignes de démarcation administrative (LDA) avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud; d'instaurer la confiance entre les parties au conflit; de fournir des informations permettant d'orienter la politique de l'UE en Géorgie et dans l'ensemble de la région. Depuis le début de son déploiement, la mission effectue des patrouilles de jour et de nuit dans les zones adjacentes aux LDA avec l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, sur le territoire administré par Tbilissi.

La situation tendue en matière de sécurité dans la région n'a toutefois pas éclipsé d'autres défis auxquels sont confrontés nos voisins orientaux à différents niveaux, en ce qui concerne l'État de droit, l'indépendance du pouvoir judiciaire, la réforme du système judiciaire, la réforme de l'administration publique, la lutte contre la corruption et les intérêts acquis des oligarques, la liberté des médias, etc. La reprise économique après la pandémie, la connectivité, ainsi que les questions liées à l'énergie et au changement climatique restent également importantes.

Sur le plan bilatéral, les relations avec la Géorgie et la Moldavie reposent sur des accords d'association prévoyant des zones de libre-échange approfondi et complet couvrant un large



éventail de domaines de coopération politique, sécuritaire, économique et sectorielle. Les relations entre l'UE et l'Arménie sont régies par l'accord de partenariat global et renforcé entré en vigueur le 1er mars 2021, tandis qu'un nouvel accord UE-Azerbaïdjan est en cours de négociation pour remplacer l'actuel accord de partenariat et de coopération. À la suite de l'élection présidentielle frauduleuse de 2020, de la répression exercée à l'encontre de la société et de la crise migratoire déclenchée par la Biélorussie aux frontières de l'UE, des sanctions ciblées sont appliquées à l'encontre de ce pays, tandis que le soutien à la société civile biélorusse s'est intensifié.

L'initiative du partenariat oriental, lancée en 2009 pour renforcer et approfondir les relations politiques et économiques entre l'UE, ses États membres et ses voisins orientaux, complète la coopération bilatérale et facilite la mise en œuvre d'activités conjointes. Un sommet fructueux du partenariat oriental s'est tenu en décembre 2021 et a confirmé un programme pour la reprise, la résilience et les réformes fondé sur cinq objectifs stratégiques (économie, gouvernance, environnement, numérique et société), ainsi qu'un plan économique et d'investissement d'un montant de 2,3 milliards d'euros. Le sommet a également mis l'accent sur la sécurité et la lutte contre la désinformation en tant qu'éléments clés de la résilience.

Les activités de l'UE dans cette région sont complétées par d'autres politiques et initiatives de coopération, telles que la Synergie de la mer Noire, la Dimension septentrionale, ainsi que les travaux du Conseil euro-arctique de la mer de Barents et du Conseil des États de la mer Baltique. La coordination des relations UE-OSCE et les échanges avec le Secrétariat général de l'OSCE, les institutions autonomes ainsi que les missions sur le terrain favorisent activement le multilatéralisme et le règlement pacifique des conflits.

## Mission d'observation de l'Union européenne en Géorgie (EUMM Georgia)



### Vue d'ensemble

La mission d'observation de l'UE (EUMM) en Géorgie est une mission d'observation civile non armée mise en place en septembre 2008. Plus de 200 observateurs civils contribuent à la stabilisation de la situation sur le terrain à la suite du conflit d'août 2008. Ils surveillent le respect, par l'ensemble des parties, de l'accord en six points conclu le 12 août 2008, grâce à la médiation de l'UE, et signé par la Géorgie et la Russie, ainsi que de l'accord relatif aux mesures d'exécution conclu le 8 septembre 2008. L'action de la mission a principalement consisté à observer la situation sur le terrain, à rendre compte des incidents et, d'une manière générale, à contribuer, par sa présence dans les zones concernées, à améliorer la situation en matière de sécurité.

### Réalisations

Pendant toute l'année 2021, malgré la pandémie de COVID-19, la mission a continué d'effectuer des patrouilles le long des LDA avec les régions séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Cette présence visible et régulière sur le terrain contribue à la stabilité générale et renforce le sentiment de sécurité des communautés touchées par le conflit.

Elle a continué d'apaiser les tensions, de désamorcer les incidents et de contribuer à accroître la stabilité grâce à ses mécanismes de renforcement de la confiance, tels que la ligne directe gérée par mission, qui facilite l'échange rapide d'informations entre les parties au conflit. En 2021, la mission a également contribué, en collaboration avec l'OSCE, à ce que des réunions du mécanisme de prévention et de règlement des incidents (IPRM) se tiennent de nouveau régulièrement à Ergneti, après une interruption de près d'un an, afin de discuter d'une série de questions concrètes pertinentes en matière de sécurité humaine pour les populations locales. En 2021, l'EUMM a coorganisé six réunions régulières et deux réunions techniques dans le cadre de ce mécanisme.

La mission a continué d'informer les décideurs de l'UE au moyen de rapports factuels et d'organiser, pour des invités européens de haut niveau, des visites sur les LDA, afin qu'ils aient une compréhension concrète et directe de la situation en matière de sécurité et d'aide humanitaire sur le terrain.

### Activités

En 2021, l'EUMM a effectué plus de 3 500 patrouilles. Elle a également traité plus de 2 190 cas d'activation de la ligne directe. Ce service permet aux acteurs de la sécurité de traiter de questions aussi diverses que les exercices militaires, les détentions, les franchissements à des fins



médicales, l'approvisionnement en eau et le bétail. L'EUMM a continué d'améliorer son efficacité opérationnelle en veillant à intégrer les questions d'égalité entre les hommes et les femmes, y compris lors du recrutement du personnel. En conséquence, en 2021, la mission compte 40 % de femmes parmi ses effectifs.

Grâce à son mécanisme d'instauration d'un climat de confiance, l'EUMM a soutenu 13 projets au total en 2021, tandis que 10 sont en préparation et seront soutenus début 2022 dans le cadre d'un appel à propositions en cours, le budget annuel s'élevant à 270 000 euros.

Il s'agissait notamment d'initiatives qui créent la confiance entre les personnes vivant de part et d'autre des LDA en soutenant des actions conjointes visant à améliorer la situation des communautés, à répondre aux besoins et à favoriser le développement, en étroite coopération avec la société civile et d'autres acteurs concernés.

Les projets couvraient un large éventail de questions qui sont importantes pour les personnes vivant de part et d'autre des LDA et qui relèvent du mandat de la mission, notamment en ce qui concerne le patrimoine culturel, l'environnement, la jeunesse, la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, ainsi que les soins de santé.

Tenant compte du fait que la violence sexiste constitue une grave violation des droits de l'homme ainsi qu'une cause et un symptôme d'inégalité entre les sexes, l'EUMM a activement participé chaque année à la campagne "16 jours d'activisme contre la violence de genre", qui fait également partie du plan d'action interne de l'EUMM sur l'égalité des sexes.

## Mission de conseil de l'UE (EUAM Ukraine)



### Vue d'ensemble

Depuis 2014, la mission de conseil de l'UE en Ukraine a aidé le pays à réformer son secteur de la sécurité civile afin qu'il soit plus efficace, qu'il rende mieux compte de son action et que la population lui fasse davantage confiance, en s'appuyant sur plus de 300 membres du personnel basés à Kiev ainsi que dans des antennes situées à Lviv, Kharkiv, Odessa et Marioupol.

La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ayant débuté le 24 février 2022, l'EUAM n'est plus en mesure d'exécuter pleinement son mandat sur le territoire ukrainien. Néanmoins, la mission reste aux côtés de ses partenaires ukrainiens et leur apporte son concours pour réaliser notre objectif commun: voir l'Ukraine être un État indépendant et prospère, dont la population jouit de la liberté, de la paix, des droits de l'homme et de l'État de droit.

En mars et avril 2022, les États membres de l'UE ont confié de nouvelles missions à l'EUAM. La mission apporte désormais son soutien aux services chargés de l'application de la loi afin de faciliter le flux de réfugiés ukrainiens vers les États membres voisins et l'entrée de l'aide humanitaire en Ukraine. L'EUAM aide également les institutions en charge de l'État de droit à faciliter des enquêtes et des poursuites concernant des crimes internationaux.

### Réalisations

En 2021, l'EUAM Ukraine a joué un rôle essentiel de conseil et de soutien pour l'accréditation de plus de 10 000 procureurs et de 9 000 fonctionnaires des douanes, ce qui ouvre la voie à la mise en place d'agences fiables, indépendantes et efficaces.

En collaboration avec la délégation de l'UE et d'autres acteurs internationaux, la mission a apporté des conseils pour l'élaboration de la loi sur le service de sécurité ukrainien. Une fois adoptée, la loi fournirait une base prometteuse pour une réforme largement conforme aux bonnes pratiques et principes européens et euro-atlantiques.

L'EUAM Ukraine a apporté assistance et conseils pour la création du bureau de la sécurité économique, une nouvelle agence répressive chargée des enquêtes pénales sur la criminalité économique et financière.

La mission a facilité un dialogue structuré entre la société civile et les services répressifs dans les régions afin de renforcer la confiance mutuelle et de permettre aux services répressifs de mieux répondre aux préoccupations en matière de sécurité des populations. L'EUAM a également formé et conseillé les services répressifs ukrainiens sur les nouvelles approches en



matière d'ordre public. Une meilleure gestion de l'ordre public a été observée, notamment lors des marches LGBT+.

La mission a étendu ses activités et son action à un plus grand nombre de régions d'Ukraine. Cela a permis à la mission de promouvoir des réformes qui ont une incidence directe sur la vie de la population ukrainienne. Par exemple, l'antenne de Marioupol, créée en 2020, a contribué à rompre l'isolement de la ville et de la région par rapport aux activités de réforme en cours. Avant l'invasion russe de février 2022, l'antenne sur le terrain a conseillé et formé les services répressifs dans un large éventail de domaines.

## Activités

Dans le cadre de son mandat, l'EUAM a organisé 178 sessions de formation pour près de 8 000 membres du personnel des services répressifs, des établissements d'enseignement et des organisations de la société civile, notamment sur les droits de l'homme, la réponse à la violence domestique, l'analyse criminelle, la police de proximité et la prévention de la corruption.

Elle a facilité les visites des commissions parlementaires dans les régions, afin qu'elles puissent rencontrer les institutions locales chargées de l'application de la loi, discuter de questions liées à la réglementation et mieux comprendre les défis que doivent relever les régions.

L'EUAM a également conseillé et aidé les services répressifs en vue de renforcer leur capacité à gérer la communication à grande échelle avec le public et à mettre en œuvre une approche de communication stratégique.

La mission a organisé la campagne de sensibilisation à la sécurité routière "Bouclez la ceinture", en coopération avec la police de patrouille, afin de promouvoir l'utilisation des ceintures de

sécurité. Le projet a touché plus de 10 millions de personnes dans cinq régions de l'Ukraine en moins de trois mois.

L'EUAM a contribué à neuf initiatives législatives et six politiques nationales ou régionales (2020). Par exemple, la mission a partagé de bonnes pratiques qui ont été prises en compte dans la loi sur la création d'un bureau de sécurité économique, et ses conseils ont été intégrés dans la législation sur la réforme des poursuites.

Elle a fourni des évaluations et des avis sur la manière de réagir à la violence sexiste ainsi que sur l'accès à la justice dans le cadre de la stratégie nationale en faveur de l'égalité des droits et des chances pour les femmes, et a fourni des conseils sur la stratégie nationale de l'Ukraine en matière de droits de l'homme et sur son plan d'action.

Dans le cadre de ses activités, l'EUAM a continué d'apporter ses conseils sur le projet de loi concernant la réforme du service de sécurité ukrainien. La mission a eu de nombreux contacts avec des députés de premier plan afin de veiller à ce que le projet de loi soit conforme aux principes et bonnes pratiques européens et euro-atlantiques.

Elle a également fourni des conseils stratégiques au service de sécurité et au service de renseignement extérieurs ukrainiens en ce qui concerne la gestion du changement, les processus internes et l'amélioration de la gestion des ressources humaines. La mission a fourni aux parties prenantes des conseils sur les principes et les bonnes pratiques en matière de contrôle parlementaire, qui ont été pris en compte dans la loi sur le renseignement, adoptée à l'automne 2020.

L'EUAM conseille le groupe de travail parlementaire interinstitutionnel pour l'élaboration des lois relatives à la protection des témoins, aux fins de la mise en place d'un système de protection des témoins et de la nouvelle agence responsable en la matière.

Au cours de la période 2019-2021, l'EUAM a soutenu 59 projets couvrant l'ensemble des priorités de la mission (répartition des compétences, ordre public, police de proximité et gestion des ressources humaines). En outre, les antennes régionales et l'unité mobile ont mis en œuvre un projet cadre comprenant 102 mini-projets à impact rapide, principalement de formation, de voyages d'étude et de dons d'équipements, pour un montant de plus de 4 millions d'euros.





## LES BALKANS OCCIDENTAUX



L'Union européenne a réaffirmé à plusieurs reprises et au plus haut niveau, notamment lors du sommet UE-Balkans occidentaux qui s'est tenu à Brdo le 6 octobre 2021, que les Balkans occidentaux étaient importants pour l'Union européenne et que cette région avait une perspective européenne claire. Elle fait **partie intégrante de l'Europe**, étant géographiquement entourée d'États membres et étroitement liée au reste du continent par la culture, l'économie et les contacts interpersonnels.

Sur les six partenaires que compte l'Union européenne dans cette région, deux (le Monténégro et la Serbie) négocient déjà leur adhésion à l'UE, deux (l'Albanie et la Macédoine du Nord) sont des candidats à l'adhésion et attendent l'ouverture des négociations et deux autres (la Bosnie Herzégovine et le Kosovo) sont des candidats potentiels. Le processus d'élargissement reste une politique essentielle de l'Union européenne dans les Balkans occidentaux. Il continue de représenter un investissement stratégique pour la paix, la démocratie, la prospérité, la sécurité et la stabilité de l'Europe.

L'engagement clair et stratégique de l'Union européenne en faveur de la région se reflète également dans la coopération intensive mise en œuvre, qui apporte des avantages tangibles aux citoyens des Balkans occidentaux. Il s'agit notamment d'une assistance financière au titre de l'instrument d'aide de préadhésion, de l'engagement important pris dans le cadre du plan économique et d'investissement et, récemment, d'un soutien continu à la riposte à la COVID-19.

Étant donné que les Balkans occidentaux font partie intégrante de l'Europe, leur sécurité et leur stabilité sont essentielles pour la sécurité et la stabilité de l'ensemble du continent européen. Il est donc également dans l'intérêt de l'Union européenne d'aider ses partenaires des Balkans occidentaux à accroître leur résilience face aux menaces de toutes natures (menaces hybrides et dans le domaine de la cybersécurité, terrorisme et extrémisme violent, désinformation et manipulation de l'information ainsi que criminalité organisée) et à renforcer la gestion de leurs frontières.

L'Union européenne mobilise divers instruments pour soutenir ses partenaires des Balkans occidentaux. Il s'agit notamment, pour nos partenaires, de mettre en œuvre des réformes et d'honorer les engagements pris dans le cadre de leur trajectoire européenne, qui renforcent leurs institutions démocratiques, avec l'aide technique, spécialisée et financière de l'Union européenne, qui permet de renforcer la stabilité et la sécurité. Il s'agit également d'assurer une présence physique sur le terrain, non seulement par l'intermédiaire des délégations et des ambassades des États membres, mais aussi par l'intermédiaire de deux missions PSDC majeures: l'EUFOR ALTHEA et l'EULEX Kosovo.

L'EUFOR ALTHEA, lancée en 2004, est la plus ancienne mission PSDC de l'Union européenne. Son mandat, renouvelé en 2021, consiste à aider les autorités locales à maintenir un environnement sûr et sécurisé, en étroite coopération avec les services répressifs et les forces armées de Bosnie Herzégovine. Ce faisant, la mission contribue également à la trajectoire européenne de la Bosnie-Herzégovine.

L'Union européenne joue en outre un rôle moteur, depuis 1999, dans le cadre des efforts déployés à l'échelle internationale afin de construire un nouvel avenir pour le Kosovo. Le Kosovo a une perspective européenne claire, dans le cadre plus large de la région des Balkans occidentaux. L'UE est active au Kosovo par l'intermédiaire de son représentant spécial (RSUE) et de la mission PSDC "État de droit" (EULEX). La mise en œuvre du mandat de la mission contribue à la perspective européenne du Kosovo.



## Force de l'Union européenne Althea (EUFOR opération ALTHEA)



### Vue d'ensemble

Le 2 décembre 2004, 9 ans après la fin de la guerre en Bosnie, l'Union européenne a lancé l'opération militaire ALTHEA en Bosnie-Herzégovine. Cette initiative faisait suite à la décision de l'OTAN de faire la transition avec sa propre mission de maintien de la paix, qui avait maintenu la sécurité dans la région depuis la fin de la guerre. L'UE a déployé une force militaire (EUFOR) solide pour assurer que l'accord de paix de Dayton et Paris continue d'être respecté et contribuer à la mise en place d'un environnement sûr et sécurisé en Bosnie-Herzégovine. À ce jour, l'opération EUFOR ALTHEA reste la seule opération menée dans le format Berlin+.

### Réalisations

En 2021, l'EUFOR ALTHEA a continué de mettre l'accent sur la tâche essentielle de l'opération consistant à aider les autorités de Bosnie-Herzégovine à maintenir un environnement sûr et sécurisé. Les forces de réserve, qui sont cruciales pour la mise en œuvre de cette tâche essentielle, ont été entièrement constituées. L'opération a continué de coordonner l'élimination des stocks excédentaires de munitions, d'armes et d'explosifs pour mettre en place d'une gestion durable du cycle de vie, et de surveiller le déminage humanitaire pris en main par la Bosnie-Herzégovine. Malheureusement, la pandémie a continué d'influer sur les progrès accomplis par les autorités de Bosnie-Herzégovine en ce qui concerne un certain nombre de réalisations.

Le résultat final souhaité pour les munitions, les armes et les explosifs est l'élimination transparente des munitions et armes excédentaires ainsi que l'introduction d'un système durable de gestion du cycle de vie des armes légères et de petit calibre. Bien que cette responsabilité ait été confiée aux forces armées de Bosnie-Herzégovine, les progrès ont été lents. L'une des principales réussites du conseiller spécial pour les munitions et les armes a été l'accord sur l'élimination/la destruction de stocks de munitions de classe V dangereuses et défectueuses. La présidence de Bosnie-Herzégovine a finalement ratifié cet accord le 8 décembre 2021.

### Activités

La mission principale de l'EUFOR consiste à aider les forces de sécurité de Bosnie-Herzégovine à maintenir un environnement sûr et sécurisé à l'intérieur du pays. En outre, l'EUFOR soutient les forces armées de Bosnie-Herzégovine au moyen de formations collectives et d'exercices annuels à grande échelle pour atteindre les objectifs de la mission.



En vertu de plusieurs protocoles d'accord, l'EUFOR a transféré de nombreuses responsabilités importantes aux autorités de Bosnie-Herzégovine, concernant par exemple les mouvements d'équipements militaires, le contrôle des munitions et des armes, les sites de stockage de munitions, l'autorité sur le spectre radioélectrique, le déminage, le contrôle de l'espace aérien, etc.

L'opération ALTHEA continuera de suivre les progrès du bataillon de déminage en veillant à ce que ses capacités soient adaptées à son objectif. La mise à niveau de la base de données sur les mines constituera une entreprise d'envergure, garantissant que l'EUFOR disposera d'informations de grande qualité sur la situation actuelle en ce qui concerne les mines en Bosnie-Herzégovine. La poursuite de la destruction/de l'élimination des munitions, armes et explosifs excédentaires fera l'objet d'un suivi étroit afin d'assurer, à terme, que la Bosnie-Herzégovine soit en conformité. L'objectif ultime de l'EUFOR est de créer les conditions permettant à la parole politique de se déployer dans une société libre et ouverte, et de permettre à la Bosnie-Herzégovine de négocier avec succès son entrée dans les structures euro-atlantiques en tant qu'entité unique.

En novembre, l'UE a adopté une mesure d'assistance au titre de la facilité européenne pour la paix afin de soutenir le renforcement des capacités du bataillon de déminage humanitaire au sein des forces armées de Bosnie-Herzégovine, pour un montant de 10 millions d'euros. La mesure porte sur 68 véhicules médicaux et de transport et 150 détecteurs de métaux pour aider la Bosnie-Herzégovine à être totalement exempte de mines d'ici à 2027.

L'EUFOR ALTHEA renouvelle sa promesse de quitter la Bosnie-Herzégovine dès que possible, mais d'y rester aussi longtemps que nécessaire.

## Mission "État de droit" menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX Kosovo)



### Vue d'ensemble

La mission a maintenu sa capacité opérationnelle pendant toute la période couverte par le rapport, malgré la pandémie de Covid-19, et s'est employée, avec un effectif de 386 personnes, à aider les autorités du Kosovo à renforcer les institutions chargées de faire respecter l'État de droit en assurant un suivi étroit des affaires judiciaires et des poursuites, en appuyant les services pénitentiaires du Kosovo au moyen d'activités de suivi, d'encadrement et de conseil, en apportant un appui à la mise en œuvre technique du dialogue entre Belgrade et Pristina mené grâce à la médiation de l'UE, en maintenant une capacité en tant que deuxième intervenant en matière de sécurité, en assistant les chambres spécialisées et le bureau du procureur spécialisé du Kosovo et en fournissant une assistance spécialisée à l'institut médico-légal, notamment en matière de disparition de personnes.

### Réalisations

En 2020, la mission a facilité avec succès le transfert du personnel de l'équipe de Belgrade vers de nouvelles installations au point de passage commun situé à Merdare/Merdarë. L'EULEX a continué de soutenir la police du Kosovo dans le domaine de la coopération policière internationale, en facilitant l'échange d'informations entre la police du Kosovo, Interpol, Europol et le ministère serbe de l'intérieur. La mission a soutenu la remise à la police du Kosovo d'articles qui avaient été confisqués en 2012, lorsque la Serbie avait arrêté deux agents de la police du Kosovo, au motif qu'ils étaient entrés illégalement en Serbie.

Entre janvier 2019 et novembre 2021, la mission a mené 64 opérations sur le terrain pour rechercher et localiser des personnes disparues, dont 21 exhumations, et a identifié les restes de 32 personnes disparues. Des images aériennes de la fosse commune de Kizevak, prises en novembre 2020, ont permis une avancée décisive et la découverte de restes humains, qui ont été rapatriés au Kosovo en septembre 2021.

En septembre 2021 également, la mission a été appelée à jouer le rôle de deuxième intervenant en matière de sécurité lorsque des tensions sont apparues aux deux points de passage communs septentrionaux. L'unité de police formée par l'EULEX continue d'effectuer des patrouilles de reconnaissance dans le nord; elle en a effectué plus de 650 depuis le début de l'année 2021.

Grâce à une communication proactive, la mission sensibilise sur son action et ses activités, notamment en ce qui concerne la violence sexiste et les droits de l'homme, et lutte en temps utile contre la désinformation.



## Activités

L'unité de suivi des dossiers a suivi plus de 780 cas. En outre, en 2020, l'EULEX a publié son premier rapport public sur la supervision de la justice, contenant des conclusions et des recommandations concernant le suivi systémique et thématique des affaires qu'elle a assuré. En mai 2021, la mission a publié un rapport spécial relatif à l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur l'État de droit au Kosovo, tandis que son deuxième rapport sur la supervision de la justice a été publié en décembre 2021.

L'EULEX a continué de fournir parrainage, encadrement et conseils, principalement au niveau stratégique, tout au long de la chaîne du système judiciaire et des autres institutions, en ce qui concerne les correctifs, la gestion des frontières, la liberté de circulation et l'état civil.

La mission a organisé 13 sessions de formation liées à des projets, qui ont rassemblé plus de 530 participants et ont porté notamment sur le travail avec les prisonniers souffrant de maladie mentale, sur la manière de poursuivre les affaires de terrorisme, sur la coopération policière internationale, sur les techniques d'enquête et sur les réponses institutionnelles aux cas de violence sexiste ou domestique.

L'unité de police formée par l'EULEX a participé à 40 exercices avec la force de maintien de la paix au Kosovo (KFOR) de l'OTAN, à 11 exercices avec la police du Kosovo et à 7 exercices conjointement avec la KFOR et la police du Kosovo.

L'unité médicale d'EULEX a mené des programmes de prévention, de dépistage, de diagnostic et de traitement des cas de COVID-19 parmi les membres du personnel de la mission et de la communauté internationale au sens large au Kosovo.

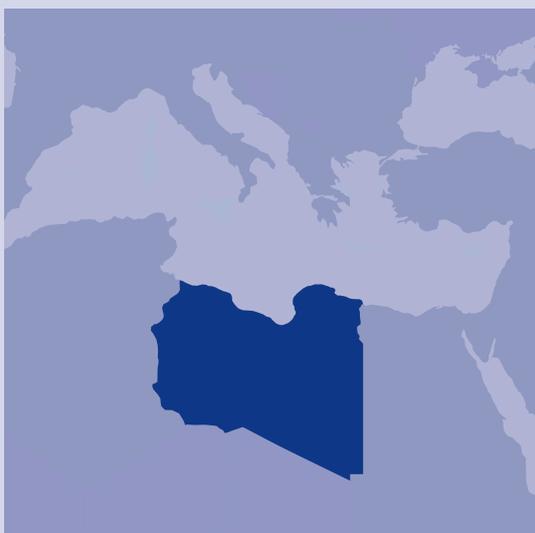
L'EULEX a fourni des conseils sur des lois, stratégies, plans d'action et autres documents. Depuis 2019, l'EULEX a contribué à 41 lois et autres documents. Rien qu'en 2021, l'EULEX a fourni des conseils sur 17 lois, concernant notamment le contrôle des frontières nationales, les rassemblements publics, l'évaluation des incidences environnementales ainsi que la violence domestique et la violence à l'égard des femmes. En outre, la mission a fourni des conseils sur le programme législatif pour 2021 et a contribué à la stratégie nationale de protection contre la violence domestique et la violence à l'égard des femmes.

Depuis 2019, la mission a donné des équipements pour une valeur de 2,2 millions d'euros à des homologues locaux et a signé 223 marchés publics pour un montant total de 16,2 millions d'euros.





## MÉDITERRANÉE



L'UE continue de soutenir fermement les Nations unies en Libye et d'appuyer leurs efforts pour faire éclore une solution durable à la crise politique et sécuritaire qui frappe le pays depuis dix ans suite au soulèvement de février 2011. Depuis lors, le conflit et l'instabilité que connaît le pays, les ingérences extérieures, les divisions institutionnelles, la prolifération en grand nombre d'armes non contrôlées et l'économie de la prédation demeurent une menace pour la paix et la sécurité internationales.

L'UE a fortement intérêt à ce que la Libye retrouve la stabilité, la sécurité, l'unité et la prospérité. La Libye est un pays clé du voisinage méridional et, à ce titre, elle peut

être un partenaire bilatéral fort, mais aussi un allié pour relever des défis plus larges dans les régions du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord ainsi que du Sahel.

Par son action diplomatique et son soutien bilatéral, l'UE cherche à aider le pays et le peuple libyen à retrouver la paix et à reprendre la transition vers la démocratie. En particulier, l'UE alimente une dynamique diplomatique de dialogue et de sensibilisation afin d'encourager les acteurs libyens et leurs soutiens extérieurs à mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 et elle entretient un dialogue permanent avec ses homologues libyens et onusiens sur la meilleure manière de soutenir ce processus.

Ces dernières années, l'UE a lancé un certain nombre d'actions et de missions PSDC pour aider la Libye à retrouver la paix et la stabilité.

La mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya), créée en 2013, vise à soutenir les autorités libyennes dans les efforts qu'elles déploient pour désorganiser les réseaux criminels organisés impliqués notamment dans le trafic de migrants, la traite des êtres humains et le terrorisme en Libye et dans la région de la Méditerranée centrale. La mission collabore avec les autorités libyennes dans les domaines de la gestion des frontières, du contrôle de l'application de la loi et de la justice pénale, et elle facilite la coordination des donateurs dans ces domaines.

Afin de contribuer à la mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies conformément aux résolutions 1970 (2011) et 2292 (2016) du Conseil de sécurité des Nations unies, l'opération EUNAVFOR MED IRINI a été créée en mars 2020 pour succéder à l'opération EUNAVFOR MED SOPHIA. Pour ce faire, elle inspecte des navires suspects en haute mer au large des côtes libyennes, surveille d'éventuelles violations en mer et dans les airs, et fait rapport au groupe

d'experts des Nations unies. L'opération est également chargée de soutenir la mise en œuvre des mesures prises par les Nations unies contre l'exportation illicite de pétrole brut et d'autres produits pétroliers depuis la Libye, le renforcement des capacités et formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne, ainsi que le démantèlement des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains en mer.



## Force navale de l'UE en Méditerranée - Opération IRINI (EUNAVFOR MED IRINI)



### Vue d'ensemble

L'Union européenne a intensifié ses efforts en faveur du retour à la paix et à la stabilité en Libye en lançant une opération militaire relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) en Méditerranée. La principale mission de l'opération EUNAVFOR MED IRINI consiste à mettre en œuvre l'embargo des Nations unies sur les armes imposé à la Libye par l'utilisation de moyens aériens, satellitaires et maritimes.

L'opération IRINI a été lancée le 31 mars 2020 dans le but principal de mettre en œuvre l'embargo sur les armes imposé à la Libye par les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (RCSNU) 1970 (2011 - instauration de l'embargo sur les armes), 2292 (2016 - autorisation des arraisonnements et déroutements) et 2578 (2021 - prorogation du mandat conféré par la résolution 2292 du CSNU jusqu'en juin 2022).

### Réalisations

Au cours des deux années qui ont suivi son lancement, l'opération IRINI a produit des résultats significatifs en matière de collecte d'informations et de rapports. Grâce aux informations recueillies par les ressources d'IRINI, à l'imagerie fournie par le Centre satellitaire de l'Union européenne et aux renseignements communiqués par les États membres, l'opération IRINI a été en mesure d'adresser 36 rapports spéciaux au groupe d'experts des Nations unies sur la Libye concernant d'éventuels cas de violations de l'embargo sur les armes ou de contrebande de pétrole en Libye, en alertant sur les influences exercées par des acteurs extérieurs sur les deux parties au conflit dans le pays.

Parallèlement à ces résultats, IRINI a produit un effet dissuasif évident en Méditerranée centrale, grâce à sa présence, tant en rapport avec l'embargo sur les armes que dans le domaine de la contrebande de pétrole.

Depuis son lancement et jusqu'au 31 décembre 2021, l'opération EUNAVFOR MED IRINI a procédé à l'arraisonnement et à l'inspection de 21 navires suspects. Dans un cas, le navire a été dérouté vers un port d'un État membre de l'UE où sa cargaison a été saisie. En outre, les États membres de l'UE ont effectué dans des ports de l'UE 46 inspections de navires suspects se rendant en Libye, sur recommandation de l'opération IRINI, par l'intermédiaire de la cellule d'information en matière criminelle.

L'opération a interpellé 5 503 navires marchands en leur adressant une demande d'informations par appel radio et a visité 231 navires avec le consentement de leur capitaine ("approche amicale").



En outre, à deux reprises, y compris une fois à la demande des autorités libyennes, l'opération IRINI a mobilisé des moyens et recueilli des informations sur des tentatives de contrebande de pétrole, contribuant ainsi à les décourager.

L'EUNAVFOR MED IRINI ne se contente pas de surveiller les activités illicites en mer, elle a également enquêté sur 715 vols suspects, 25 aéroports et 16 ports. L'opération a communiqué 33 rapports spéciaux au groupe d'experts des Nations unies sur la Libye.

## Activités

IRINI reste le seul acteur de la mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies à la Libye, opérant de manière équilibrée et impartiale, dans les limites du droit international et des résolutions des Nations unies. Dans l'exercice de ses fonctions, IRINI est reconnue comme un acteur pertinent dans ce domaine et coopère avec les principales parties prenantes.

En outre, en vertu du mandat qui est le sien, l'EUNAVFOR MED IRINI:

- surveille les exportations illicites, depuis la Libye, de pétrole, de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés et recueille des informations sur celles-ci;
- contribue au développement des capacités et à la formation des garde-côtes libyens et de la marine libyenne en matière d'opérations répressives en mer;
- contribue au démantèlement du modèle économique des réseaux de trafic de migrants et de traite des êtres humains grâce à la collecte d'informations et à l'organisation de patrouilles aériennes.

Le mandat actuel de l'opération IRINI court jusqu'au 31 mars 2023.

## Mission d'assistance de l'UE pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya)



### Vue d'ensemble

L'EUBAM Libya aide les autorités libyennes à améliorer la gestion des frontières terrestres, maritimes et aériennes du pays et à y renforcer la sécurité. Mission civile de gestion des crises dont le mandat comporte un volet "renforcement des capacités", l'EUBAM assiste les autorités libyennes au niveau stratégique comme opérationnel. Il s'agit de conseiller, de former et d'encadrer les homologues libyens en vue de renforcer les services frontaliers conformément aux normes et aux meilleures pratiques internationales, ainsi que de les conseiller dans la définition d'une stratégie nationale libyenne de gestion intégrée des frontières.

### Réalisations

À la suite d'une période de conflit armé en 2019 et de la pandémie de COVID-19 de 2020, la mission a principalement opéré à partir de son bureau régional de Tunis, ne maintenant qu'une présence légère à Tripoli. Depuis septembre 2020, l'EUBAM a regagné son siège dans la capitale libyenne et y a basé la majeure partie de son personnel opérationnel.

L'unité chargée de la gestion des frontières aide les autorités libyennes à élaborer un cadre de gestion intégrée des frontières. Elle appuie l'équipe nationale chargée de la sécurité et de la gestion des frontières, qui représente les ministères libyens compétents pour les questions de sécurité aux frontières, et aide les autorités frontalières à renforcer leurs capacités en matière de gestion, de sécurité et de surveillance des frontières.

L'unité chargée du maintien de l'ordre apporte au ministère de l'intérieur et aux services répressifs libyens un appui en matière de renforcement des capacités, de conseil et de planification stratégique, l'accent étant mis sur la criminalité organisée et la lutte contre le terrorisme. La mission a aidé l'équipe nationale libyenne de lutte contre le terrorisme à élaborer une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme, qui a été approuvée par le Conseil présidentiel.

L'unité chargée de la justice pénale aide le ministère de la justice et les institutions libyennes du secteur de la justice à mener des réformes institutionnelles et à améliorer la prestation des services en fournissant des conseils en matière de planification stratégique et en renforçant les capacités des acteurs concernés de la justice. La mission a mis en place, aux côtés du ministère de la justice, le groupe de travail sur la justice pénale, qui a mis en place un certain nombre de projets de formation.

### Activités

L'EUBAM a créé un groupe de coordination technique pour les institutions partenaires de l'UE et les États membres. Les réunions visent à renforcer la coopération entre les acteurs de l'UE et les



homologues libyens de la mission dans les domaines de la gestion des frontières, du maintien de l'ordre et de la justice pénale.

Afin de lancer rapidement une évaluation complète des besoins aux points de passage frontaliers les plus fréquentés de la Libye, l'EUBAM a mené, en mai 2021, la première d'une série de visites prévues au point de passage frontalier de Ras Ajdir avec la Tunisie.

La mission a dispensé ou facilité des formations destinées aux professionnels des services répressifs et du secteur de la justice, consacrées à la prévention du terrorisme et de la criminalité organisée, y compris le trafic de drogue, la migration irrégulière et la criminalité financière, ainsi qu'à la lutte contre ces phénomènes. Il s'agissait notamment d'aider l'Institut supérieur de la justice à renforcer la capacité nationale à dispenser des formations de manière autonome. Un autre exemple est l'organisation d'une formation interservices sur la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants à l'intention de représentants des garde-frontières, du CID, de procureurs et d'avocats. La formation comporte toujours un volet consacré aux droits de l'homme, adapté au sujet.

L'EUBAM fait partie du comité directeur de la force conjointe de police instituée par l'accord de cessez-le-feu de 2020 pour sécuriser la route côtière et le centre du pays, et a dispensé des conseils stratégiques au ministère de l'intérieur et au partenaire chargé de la mise en œuvre, tout en établissant des liens avec les États membres de l'UE participant au groupe de travail technique concerné.

L'EUBAM, conjointement avec le PNUD et la MANUL, a joué un rôle clé dans la création d'un modèle pilote de commissariat financé par l'UE. La mission a contribué à l'élaboration de descriptions de postes types conformes aux préoccupations en matière de droits de l'homme et d'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que d'un programme complet de formation à l'encadrement pour les hauts responsables de la police consacré aux droits de l'homme et l'équilibre hommes-femmes en rapport avec le contexte libyen.

La mission coopère étroitement avec la délégation de l'UE et d'autres partenaires et entités de l'UE, la MANUL et d'autres agences des Nations unies telles que l'OIM et le PNUD et, sur le plan bilatéral, les États membres de l'UE.

Grâce à la création d'une cellule de coordination des projets, la mission vise à faire correspondre les donateurs et des projets spécifiques en réponse aux besoins libyens. La mission dirige un certain nombre de forums de coordination dans le cadre de ses opérations en Libye et y participe, et fait partie du forum de coordination PSDC Libye-Sahel destiné à renforcer la coopération entre les missions sœurs menées par l'UE au titre de la PSDC dans la région du Sahel.

## PROCHE-ORIENT



L'Union européenne reste déterminée à soutenir le peuple palestinien et la mise en place d'un appareil d'État palestinien. L'escalade intervenue à Gaza et autour de celle-ci en mai 2021 n'a fait que souligner une nouvelle fois la nécessité de progresser sur la voie d'un règlement juste, négocié et global du conflit israélo-palestinien, sur la base de la solution fondée sur la coexistence de deux États. L'UE réaffirme la nécessité de consolider le cessez-le-feu afin d'empêcher de nouvelles escalades et s'emploie à améliorer la situation humanitaire à Gaza. L'UE poursuit ses efforts pour relancer des négociations constructives afin de remettre le processus de paix sur les rails dès que possible, ce qui est essentiel à une stabilité régionale durable au Proche-Orient. Les deux missions civiles de l'UE dans

le territoire palestinien occupé, EUPOL COPPS et EUBAM Rafah, contribuent à la mise en place d'un appareil d'État palestinien et témoignent concrètement de l'engagement de l'UE en faveur d'un futur État palestinien viable et fonctionnel, dans le cadre d'une solution fondée sur la coexistence de deux États, vivant côte à côte avec Israël dans la paix et la sécurité.

EUPOL COPPS est chargée de contribuer aux efforts déployés par l'Autorité palestinienne pour la mise en place de dispositifs efficaces et durables en matière de police et d'état de droit, en coopération avec les autres programmes de renforcement des institutions. Elle joue un rôle crucial dans la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice palestiniens, contribuant au renforcement de la légitimité démocratique des institutions palestiniennes, qui, en fin de compte, sont également nécessaires à la solution fondée sur la coexistence de deux États. L'EUBAM Rafah contribue sensiblement au renforcement des capacités de l'agence palestinienne chargée des frontières à Jéricho, en Cisjordanie, tant que les conditions politiques et de sécurité ne permettront pas sa réouverture régulière.

\*\*\*

La stabilité, la souveraineté et la prospérité de l'Iraq sont importantes pour l'UE. L'instabilité que connaît l'Iraq a des répercussions dans la région et affecte directement l'Europe et les intérêts européens en matière de sécurité et de migration. L'UE est engagée à grande échelle auprès de l'Iraq dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération, qui est entré en vigueur en 2018. En 2020, après une interruption de quatre ans, le dialogue institutionnel mené dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération a été relancé par un dialogue politique, suivi de réunions de trois sous comités thématiques, du dialogue informel sur les migrations et d'une réunion du comité de coopération en septembre 2021. La prochaine étape est l'organisation d'un conseil de coopération au niveau ministériel, qui se tiendra avec le nouveau gouvernement iraquien une fois que celui-ci aura été formé.



La situation en matière de sécurité s'est améliorée à la suite de la défaite de Daech sur le plan territorial en décembre 2017, mais reste fragile dans de nombreuses régions du pays, en particulier au sein et autour des zones libérées. La menace résiduelle émane à la fois des vestiges locaux de Daech et des groupes affiliés franchissant la frontière en provenance de Syrie, qui continuent de mener des attaques et de diffuser la propagande. L'UE soutient les efforts de la coalition internationale de lutte contre Daech, dont elle est un partenaire non militaire.

Des contacts politiques soutenus ont été entretenus avec le gouvernement du Premier ministre Kadhimi. Le HR/VP Borrell a reçu le ministre iraquien des affaires étrangères lors de la session du Conseil des affaires étrangères tenue à Luxembourg en juin 2021 et il s'est rendu en Iraq en septembre 2021. Ces contacts ont permis à l'UE de réaffirmer ses priorités et son soutien politiques. L'Iraq a tenu des élections législatives anticipées en octobre 2021. Pour la première fois, l'UE y a déployé une mission d'observation électorale, qui a présenté son rapport final en mars 2022. Le nouveau gouvernement iraquien est en cours de formation.

Parallèlement, l'UE poursuit son œuvre dans divers domaines tels que la gouvernance, le capital humain, la reconstruction, les droits de l'homme, les migrations, les possibilités d'emploi et les réformes socio-économiques. L'UE copréside le groupe de contact économique pour l'Iraq (IECG), qui est chargé d'aider l'Iraq en lui fournissant une expertise internationale concernant son processus de réforme économique. L'UE fournit également une aide humanitaire et œuvre en faveur du dialogue, de la réconciliation, de la stabilisation, de l'obligation pour Daech de répondre de ses crimes (UNITAD) et de la réforme du secteur de la sécurité civile, notamment par l'intermédiaire de la mission de conseil de l'UE (EUAM) en cours.

## Mission de police de l'Union européenne pour les territoires palestiniens (EUPOL COPPS)



### Vue d'ensemble

L'EUPOL COPPS, qui a été créée en 2006, reste le principal conseiller international de la police civile palestinienne et du ministère palestinien de l'intérieur ainsi qu'un conseiller international de premier plan des institutions palestiniennes de justice pénale (ministère de la justice, conseil supérieur de la justice, bureau du procureur général et barreau palestinien).

### Réalisations

En 2021, l'EUPOL COPPS a élaboré un programme de formation sur les droits de l'homme destiné aux agents des services répressifs. Elle a en outre fourni un encadrement personnalisé à quatre procureurs généraux adjoints, dont une femme, sur une période de dix mois, afin de les aider à diriger leurs services de manière plus efficiente et plus efficace.

La mission a apporté un soutien au ministère de l'intérieur dans le cadre de l'examen à mi-parcours du plan stratégique 2017-2022 pour le secteur de la sécurité; elle a plaidé en faveur de la primauté de la police civile et de l'obligation de rendre des comptes incombant aux forces de sécurité palestiniennes, y compris la formation du personnel des unités de traitement des plaintes aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes.

Dans le cadre de son mandat, l'EUPOL COPPS a également prêté main-forte au ministère de la justice dans sa réforme organisationnelle et mis en place un réseau d'avocates au sein du barreau palestinien. En outre, elle a dispensé des formations au Conseil des ministres et aux unités chargées de l'égalité entre les hommes et les femmes au sein des autres institutions palestiniennes en matière de prise en compte des questions d'égalité hommes-femmes dans l'élaboration des politiques, des indicateurs et des activités de suivi et d'évaluation.

La mission a également proposé une stratégie de lutte contre la criminalité environnementale en Cisjordanie ainsi que des mesures de confiance permettant de gérer les déversements transfrontaliers de déchets qui contaminent l'approvisionnement en eau des Palestiniens et des Israéliens.

Elle a apporté un soutien à la commission palestinienne de lutte contre la corruption sous la forme d'un manuel pour la vérification des avoirs des fonctionnaires palestiniens, de modèles de déclaration de patrimoine et de formation du personnel.



## Activités

Dans le cadre de son mandat, l'EUPOL COPPS a contribué à l'amélioration des compétences d'un total de 1 258 membres du personnel des institutions palestiniennes, dont 37 % de femmes. En 2019, 609 personnes, dont 174 femmes, ont suivi une formation lors de 34 sessions; en 2020, 269 personnes, dont 94 femmes, ont été formées lors de 17 sessions; et au cours des premiers six mois de 2021, 380 personnes, dont 201 femmes, ont été formées lors de 20 sessions.

En 2020, la mission a fait don à la police civile palestinienne et au bureau du procureur général d'équipements de protection pour un montant de 90 000 EUR, dans le cadre d'une réaction sur mesure à la pandémie de COVID-19. En 2019-2020, les homologues palestiniens ont bénéficié d'un soutien sous la forme de projets à impact rapide de fourniture de biens et de services pour un montant de plus de 500 000 EUR.

## Mission de l'UE d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (EUBAM Rafah)



### Vue d'ensemble

L'EU BAM Rafah a été conçue pour assurer la présence de l'UE en tant que tierce partie au point de passage de Rafah à la frontière entre Gaza et l'Égypte, conformément à l'"accord sur les déplacements et l'accès" conclu en 2005 entre Israël et l'Autorité palestinienne. En 2014, l'EUBAM Rafah a commencé à mettre en œuvre le "projet de préparation" de l'Autorité palestinienne, à savoir des activités destinées à renforcer la capacité de l'Autorité palestinienne à se redéployer au point de passage de Rafah, lorsque les conditions le permettront.

### Réalisations

L'EU BAM a aidé l'administration générale palestinienne des frontières et points de passage (AGFP) à développer des capacités essentielles au respect des normes internationales dans le domaine de la gestion des frontières. Elle a aidé l'AGFP à mettre en place son centre de commandement et de contrôle, une structure efficace de coordination de la gestion des frontières, fondée sur les meilleures pratiques de l'UE.

Elle a contribué au développement de compétences essentielles en matière de leadership en organisant deux ateliers sur le développement du leadership qui ont été couronnés de succès. Elle a également fourni une aide à l'AGFP pour le développement de compétences spécifiques ainsi que des moyens permettant de lutter plus efficacement contre la contrebande et la criminalité transfrontière en général.

L'EU BAM a facilité la tenue d'activités efficaces de renforcement des capacités dans le domaine de la gestion de projets et de la conception de projets pour une sélection d'agents féminins de l'AGFP, et soutenu ainsi leurs aspirations à des postes d'encadrement supérieur au sein de l'AGFP. Dans toutes ses activités, la mission a coopéré étroitement avec l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de la Commission européenne (TAIEX), l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la mission de formation des Carabinieri italiens en Palestine (MIADIT).

### Activités

En 2021, la mission a continué de se concentrer sur le renforcement des capacités au moyen de formations, d'ateliers et de visites d'étude. Elle a organisé au total 19 activités de formation dans les domaines des techniques de lutte contre la contrebande, de la lutte contre la corruption transfrontière, des enquêtes sur la criminalité aux frontières, de la détection précoce de



l'extrémisme et des signes de terrorisme, du leadership, de l'amélioration du fonctionnement des autorités frontalières, de la gestion du cycle de projet et de la conception de projets, de l'interprétation d'images radioscopiques et des relations publiques.

Elle a facilité au total des activités de formation pour 270 membres du personnel de l'AGFP, dont 74 femmes.

Elle a organisé trois visites d'étude dans les États membres de l'UE afin de présenter aux partenaires palestiniens les meilleures pratiques en matière de gestion des frontières de l'UE. La première visite a eu lieu au siège de l'OLAF à Bruxelles. L'OLAF a présenté aux participants ses activités dans les domaines de la lutte contre la fraude et la corruption. La deuxième visite, auprès du TAIEX à Bruxelles, a porté sur les normes internationales en matière de procédures de travail et de gestion des ressources financières et humaines pour les agences frontalières. La troisième visite d'étude, au centre national de coordination des postes frontières (CEFRONT) et au centre de commandement et de contrôle de l'aéroport Adolfo Suarez Madrid-Barajas, était consacrée à l'amélioration de la gestion intégrée des frontières.

L'EU BAM a fourni aux partenaires palestiniens des équipements de haute technologie sous la forme de scanners corporels mobiles utilisant la technologie terahertz en vue d'une lutte plus efficace contre la contrebande et la criminalité transfrontière en général. Elle a fait don de dix licences pour l'accès en ligne à la formation à l'interprétation d'images radioscopiques dispensée par la mission.

## Mission de conseil de l'UE en Iraq (EUAM Iraq)



### Vue d'ensemble

L'EUAM Iraq a fourni des conseils et une expertise stratégiques aux autorités irakiennes sur un large éventail de sujets liés à la réforme du secteur de la sécurité (RSS) civile: réforme institutionnelle et gestion des ressources humaines; lutte contre la criminalité organisée et contre le terrorisme; lutte contre l'extrémisme violent; gestion intégrée des frontières; législation nationale en matière de sécurité; protection du patrimoine culturel; et maintien de l'ordre lors des manifestations. La mission a également soutenu la coordination du soutien à la RSS civile dans l'esprit de l'approche intégrée de l'UE. Elle a établi une présence à Erbil, capitale de la région du Kurdistan irakien, élargissant ainsi au niveau régional le soutien à la RSS civile apporté au niveau fédéral.

### Réalisations

Depuis son déploiement en 2017, l'EUAM Iraq a soutenu la RSS dans le pays, notamment en conseillant les fonctionnaires du bureau du conseiller à la sécurité nationale et du ministère de l'intérieur. Ces dernières années, l'Iraq a adopté une série de documents stratégiques importants, notamment en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme, la lutte contre l'extrémisme violent, ainsi que l'intégrité et la lutte contre la corruption. Le gouvernement irakien réalise également des progrès importants dans l'élaboration d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale et d'une stratégie de lutte contre la criminalité organisée, en y intégrant les avis d'experts de l'EUAM Iraq.

L'EUAM Iraq prend part à des plateformes de coordination de la RSS avec des partenaires internationaux – notamment par l'intermédiaire du groupe de travail de l'UE sur la réforme du secteur de la sécurité codirigé avec la délégation de l'UE et du groupe de coordination de la sécurité comprenant l'EUAM Iraq, le PNUD, la mission de l'OTAN en Iraq, la coalition internationale de lutte contre Daech et le US Office of Security and Cooperation-Iraq (bureau américain de sécurité et de coopération en Iraq) – afin de promouvoir la cohérence du soutien apporté à la RSS. Conjointement avec la délégation de l'UE, l'EUAM Iraq soutient l'élaboration d'une stratégie irakienne de gestion intégrée des frontières.

Dans le cadre de son soutien à la RSS, l'EUAM Iraq a aussi mis en œuvre sa stratégie pour la société civile visant à promouvoir la participation, l'inclusion et l'instauration d'un climat de confiance au niveau local, de manière à donner les moyens d'agir aux acteurs de la société civile.

La mission a fourni des conseils pour faciliter l'inclusion des principes du programme concernant les femmes, la paix et la sécurité en coopérant avec le comité ministériel 1325, qui relève du ministère de l'intérieur, afin de mettre en œuvre le deuxième plan d'action national irakien.



## Activités

Outre son soutien au bureau du conseiller à la sécurité nationale et au ministère de l'intérieur, l'EUAM Iraq a fourni des conseils au haut comité iraquien de la RSS, placé sous l'égide du cabinet du Premier ministre, qui constitue le principal forum stratégique iraquien chargé de coordonner la réforme du secteur de la sécurité avec les partenaires internationaux.

Avec un effectif de plus de 600 000 personnes, le ministère de l'intérieur est l'un des plus grands employeurs d'Iraq. Assurer une gestion efficace des ressources humaines est une priorité essentielle pour mener à bien la RSS en Iraq. L'EUAM Iraq a apporté un soutien stratégique important à cet égard, par exemple en organisant avec succès un programme destiné aux hauts responsables du ministère.

Conjointement avec les partenaires internationaux, l'EUAM Iraq soutient les efforts déployés par l'Iraq pour lutter contre la corruption. Le travail accompli en ce sens vise à renforcer l'intégrité institutionnelle.

En réponse à une demande du ministre de l'intérieur, l'EUAM Iraq a apporté son soutien au développement continu du commandement des forces de l'ordre en une entité de maintien de l'ordre responsable, professionnelle et axée sur les droits de l'homme, qui puisse réagir de manière efficace aux manifestations.

La mission a organisé des séminaires sur le maintien de l'ordre à assurer dans le cadre des manifestations, intégrant des approches comparatives, des normes en matière de droits de l'homme et une perspective de genre. En outre, elle a élaboré pour le ministère un programme consacré au maintien de l'ordre public axé sur les structures de prise de décision et de commandement, dans le cadre duquel des ateliers ont été organisés à Bagdad et à Erbil.

En 2019, dans le cadre d'un atelier sur la protection du patrimoine culturel, une plateforme de coopération a été mise en place entre les musées irakiens, les services répressifs nationaux et les organisations internationales. Des conseils sont dispensés sur les questions de protection du patrimoine culturel et, en 2021, l'EUAM Iraq a commencé à soutenir la mise en œuvre d'un projet financé par l'Allemagne visant à adopter une base de données contenant des informations certifiées sur les biens volés et disparus du patrimoine culturel. La base de données aidera les services répressifs à lutter contre la criminalité internationale liée à la contrebande de biens culturels.

L'EUAM Iraq a établi une présence permanente limitée à Erbil en juin 2021. Elle mène des consultations avec le gouvernement régional du Kurdistan sur les domaines d'intervention possibles, notamment pour soutenir le renforcement des engagements entre Erbil et Bagdad sur les questions relatives à la réforme du secteur de la sécurité.

## AFRIQUE

Assurer durablement la paix et la sécurité en Afrique est une question d'intérêt commun. L'UE et l'Afrique coopèrent de longue date en matière de paix, de sécurité et de gouvernance. Sur les dix-huit missions et opérations déployées dans le monde dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune, onze sont menées en Afrique. Agissant sous mandat du Conseil de sécurité des Nations unies ou à la demande de partenaires africains, plus de 2 000 soldats, policiers et fonctionnaires européens forment et conseillent plus de 30 000 de leurs homologues africains. En outre, l'Union européenne a toujours été l'un des partisans les plus fervents et les plus fiables des opérations de soutien de la paix menées par l'Union africaine et par les communautés économiques régionales et, plus généralement, de l'architecture africaine de paix et de sécurité.

Lors du 6e sommet UE-UA qui s'est tenu à Bruxelles en février 2022, les dirigeants européens et africains ont approuvé une vision commune pour 2030, qui comprend une coopération renouvelée et renforcée pour la paix et la sécurité, s'appuyant sur le protocole d'accord UA-UE sur la paix, la sécurité et la gouvernance de 2018, conçu pour lutter contre l'instabilité, la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme, en s'attaquant aux causes profondes des conflits et en abordant le cycle d'un conflit dans son ensemble au moyen de l'approche intégrée. L'engagement a été pris d'approfondir la coopération en fournissant un soutien en faveur de formations, d'un renforcement des capacités et d'équipements adéquats, afin de renforcer et d'intensifier les opérations de paix autonomes menées par les forces de défense et de sécurité africaines, y compris au travers de missions et de mesures d'assistance de l'UE, ainsi qu'en appuyant le renforcement des capacités des services répressifs.





## SAHEL



Les États du Sahel et de l'Union européenne sont des partenaires naturels, liés par l'histoire, la géographie et la culture. Dans leur déclaration conjointe du 28 avril 2020, les membres du Conseil européen et les États membres du G5 Sahel ont réaffirmé leur engagement pour la sécurité, la stabilité et le développement du Sahel. L'UE demeure attachée aux quatre piliers identifiés en avril 2020 et repris dans le cadre de la Coalition pour le Sahel, suivant une logique d'autonomie et d'étroite coordination entre chaque pilier: i) la lutte contre le terrorisme, ii) le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité nationales et de la force conjointe du G5 Sahel, iii) le déploiement

de l'État, des administrations et des services de base dans un contexte de stabilisation, et iv) les actions de développement. Le Conseil de l'UE a approuvé des conclusions portant Stratégie intégrée de l'Union européenne au Sahel en avril 2021.

L'UE s'inquiète de la fragilité du contrat social et des contestations de la légitimité de l'État, déjà mise à mal par la faiblesse de sa présence dans plusieurs régions. L'expansion graduelle de l'insécurité et son impact, dont les populations civiles sont les premières victimes, ont exacerbé une situation de crises multiples, avec des conséquences humanitaires sans précédent dans la région, y compris l'augmentation du nombre de déplacés internes et de réfugiés, de déplacements forcés, d'exactions et de tensions inter- et intracommunautaires, la multiplication des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes, l'augmentation des besoins sanitaires et la difficulté d'instaurer des services de l'État dans les zones de conflit.

Tous ces défis, l'augmentation de l'activité des groupes armés, dont plusieurs sont affiliés à des groupes terroristes internationaux, l'aggravation de l'insécurité, souvent transfrontalière, ainsi que les appels à renforcer la réponse politique et humanitaire, ont incité les gouvernements de la région et leurs partenaires internationaux à organiser une réponse collective, comprenant des efforts importants en matière de sécurité, de développement, de gouvernance et de restauration de la paix: la création du G5 Sahel en 2014, qui a donné lieu à la montée en puissance de sa force conjointe depuis 2017, et la mise sur pied d'une force multinationale mixte de lutte contre Boko Haram (FMM) dans le cadre de la Commission du bassin du lac Tchad (2014). En parallèle ont été lancés successivement l'Alliance Sahel en 2017, le Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S) en 2019 et enfin la Coalition internationale pour le Sahel en 2020, comme cadre d'engagement politique et stratégique au Sahel.

Sur la période 2014-2020, l'UE a mobilisé l'ensemble de ses instruments, de l'aide humanitaire au soutien des forces de défense et de sécurité, en passant par la stabilisation et le soutien au développement durable, à tous les échelons de coopération: national, régional, continental, international et thématique. Les budgets globaux ont été plus que doublés. Les modalités de l'aide ont été adaptées afin de pouvoir notamment soutenir la sécurité et la stabilité. De nouveaux



instruments de coopération ont été créés pour augmenter la rapidité et l'impact du soutien de l'UE, tels que le Fonds fiduciaire d'urgence et les missions de renforcement des capacités pour la sécurité et le développement. Pour la première fois de son histoire, l'UE a déployé au Mali une action de stabilisation au titre de l'article 28 du traité sur l'Union européenne. Elle a révisé les modalités d'utilisation de sa facilité de soutien à la paix pour l'Afrique afin de pouvoir soutenir la force conjointe du G5 Sahel et une action plus régionale de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). La facilité de soutien à la paix pour l'Afrique a également soutenu, dès 2016, la FMM dans sa lutte contre Boko Haram.

Le déploiement de deux missions civiles (EUCAP Sahel Niger en 2012 et EUCAP Sahel Mali en 2014) et d'une mission militaire (EUTM Mali en 2013), qui ont, dans le respect de leurs mandats respectifs, vocation à soutenir l'ensemble de la région, a contribué au renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité en vue d'assurer la protection des populations. Depuis 2019, cet effort de régionalisation de l'action européenne a été complété par l'action de la cellule de conseil et de coordination régionale.

## Mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali)



### Vue d'ensemble

En tant qu'élément constitutif important de l'approche intégrée de l'UE dans la région du Sahel au sens large, l'EUTM Mali est chargée de fournir une formation, un enseignement, des conseils et un accompagnement aux forces armées maliennes; ces activités ont été complétées par divers projets. En 2021, les activités de la mission visaient à renforcer les capacités des forces armées maliennes nécessaires pour leur permettre de relever les défis en matière de sécurité et de rétablir pleinement l'intégrité territoriale du pays sous contrôle civil. Dans le cadre d'une approche régionale plus large de la mission, l'EUTM Mali a également œuvré à l'opérationnalisation du poste de commandement interarmées de théâtre de la force conjointe du G5 Sahel à Bamako et a soutenu les pays qui fournissent des contingents au G5 Sahel, la priorité absolue étant accordée au Burkina Faso, suivi par le Niger, y compris le soutien à leurs forces nationales.

### Réalisations

Malgré les conditions défavorables découlant de la pandémie de COVID-19, l'évolution de la situation politique et l'incertitude persistante concernant la fiabilité du gouvernement de transition et l'obligation qui lui incombe de rendre compte de son action, l'EUTM Mali a continué de déployer tous les efforts nécessaires pour s'acquitter de son 5e mandat. La mission a mené des activités à grande échelle, notamment dans la région centrale du pays, et a pris les mesures nécessaires pour se repositionner à Bamako et vers le centre du Mali (Sévaré) afin de permettre un nouveau renforcement de son effectif et de ses capacités opérationnelles conformément aux impératifs de son mandat.

Les forces armées maliennes ont progressivement élaboré leurs propres mesures de renforcement des capacités, options stratégiques et priorités opérationnelles. Elles ont amélioré leur état de préparation opérationnelle, notamment en établissant et en mettant en œuvre un cycle opérationnel (de formation).

Pour compléter et renforcer les efforts de la mission, le concept d'accompagnement non exécutif a été progressivement mis en œuvre. Il a permis au personnel de l'EUTM d'être présent à différents échelons de commandement des forces armées maliennes et a facilité l'amélioration des évaluations post-formation/enseignement de l'efficacité et du niveau d'autonomie opérationnelle des forces armées maliennes.

La mise en œuvre de la force conjointe du G5 Sahel a progressé en 2021, notamment grâce à la mise en place d'un programme annuel de formation. Les efforts déployés dans le cadre de la mission ont été couronnés de succès au Burkina Faso, les premières activités ayant été menées en 2021;



des engagements toujours plus importants ont été planifiés avec les partenaires du Burkina Faso pour 2022. Au Niger, l'EUTM Mali a été renforcée par l'intégration de l'ancienne task force bilatérale d'assistance militaire allemande et nigérienne Gazelle; cette task force d'assistance militaire soutient le secteur de la défense nigérien en dispensant une formation aux forces spéciales nigériennes conformément au 5e mandat de l'EUTM. En outre, des activités supplémentaires de l'EUTM à l'appui des forces nationales nigériennes ont été planifiées avec les partenaires nigériens.

## Activités

L'EUTM Mali s'est attachée à fournir une formation, des conseils, un enseignement et un accompagnement aux forces armées maliennes. Celles-ci se sont vu dispenser à la fois une formation individuelle (spécialisée) et une formation collective au niveau des unités, y compris des bataillons reconstitués. Le concept de "formation des formateurs" a constitué un élément important pour démultiplier les capacités de formation propres aux forces armées maliennes. La formation a été dispensée à la fois sur les sites centralisés et décentralisés (Sévaré, Gao, Tombouctou, Kidal); en 2021, la priorité a été accordée aux activités de formation à l'intention des forces armées maliennes au niveau central, conformément au 5e mandat. En outre, une première action de formation a été organisée et menée en soutien aux forces de défense nationales du Burkina Faso et du Niger, et elle s'intensifiera au cours de l'année 2022. La mission a œuvré en faveur du ministère de la défense, de l'état-major général et du poste de commandement interarmées de théâtre de la force conjointe du G5 Sahel à travers son pilier "conseil stratégique", et ce de manière permanente à Bamako. Les activités de conseil décentralisées ont été orientées vers le quartier général subordonné des forces armées maliennes dans les régions militaires.

Une liaison et une coordination étroites ont été assurées avec la task force Takuba, l'opération Barkhane et la MINUSMA, et des synergies ont été exploitées dans l'intérêt mutuel. En outre, des accords de partenariat sont en vigueur, par exemple avec le CICR pour le soutien à la formation en matière de droit international humanitaire. L'EUTM Mali entretient des liens très étroits avec la délégation de l'UE ainsi qu'une étroite coordination/coopération avec l'EUCAP, par exemple pour soutenir les efforts de formation de cette dernière. Un accord technique EUTM-EUCAP a facilité le partage de capacités essentielles, notamment en matière de transport aérien et d'évacuation sanitaire aérienne.

L'effectif maximum de la mission pour le mandat actuel était de 1 256 personnes, mises à disposition par 21 États membres de l'UE et 3 États tiers; en décembre 2021, la mission comptait quelque 900 personnes sur le théâtre. Les coûts communs relatifs au mandat actuel s'élèvent à environ 134 millions d'euros. Le mandat actuel de la mission, qui est de quatre ans, expire le 18 mai 2024.

## Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Mali (EUCAP Sahel Mali)



### Vue d'ensemble

L'EUCAP Sahel Mali est une mission civile de gestion de crise au Mali, dont le quartier général est situé à Bamako, la capitale du pays; elle compte aussi une unité mobile au centre du Mali, à Mopti-Sévaré. Cette mission à mandat non exécutif a été lancée le 15 janvier 2015, à la suite d'une invitation officielle du gouvernement malien, afin d'aider les forces de sécurité intérieure à réaffirmer l'autorité de l'État dans tout le pays face aux différentes factions qui l'ont contestée à la suite de la "crise du nord du Mali" en 2012.

### Réalisations

En 2021, l'EUCAP a soutenu le déploiement de la brigade d'investigation chargée de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée, ainsi que des unités de police militaire (prévôté) en vue de renforcer l'État de droit. Elle a également assuré des formations et fourni du matériel spécialisé pour l'aéroport de Bamako, ce qui a permis de réduire sensiblement le nombre de passagers refoulés d'Europe vers Bamako faute de disposer de documents appropriés.

L'EUCAP a contribué au déploiement d'un système de gestion du personnel pour la gendarmerie et la garde nationale en vue d'une gouvernance plus transparente et plus efficace. Elle a également soutenu la mise en œuvre du plan de sécurisation intégrée des régions du centre, axé sur la sécurité humaine, et a contribué à la mise en place de pôles de sécurité et de gouvernance dans le centre du Mali.

### Activités

Dans le cadre de son mandat, l'EUCAP a mené ou appuyé des actions de formation pour plus de 8 407 membres des forces de sécurité intérieure (FSI) (dont 429 femmes) entre 2019 et 2021, malgré la pandémie de COVID-19 et les coups d'État d'août 2020 et de mai 2021. La formation générale a progressivement été remplacée par une formation spécialisée dans les domaines technique et scientifique ainsi que par une formation des formateurs.

En 2020, l'EUCAP a lancé une unité mobile dans le centre du Mali (à Mopti) pour aider les forces de sécurité à rétablir l'autorité de l'État et à protéger les civils. Elle a également soutenu les efforts internationaux de stabilisation menés par la Coalition pour le Sahel et l'Équipe Europe, et a appuyé la composante "police" du G5 Sahel.



Par l'intermédiaire de l'unité mobile, l'EUCAP a continué de soutenir les pôles de sécurité, de développement et de gouvernance (PSDG); il s'agit de centres sécurisés mis en place grâce à un financement et à une action de formation de l'UE, qui sont destinés à faire "rayonner" une sphère de sécurité dans les villages situés alentour et faciliter le retour de l'État.

Les États membres de l'UE ayant une présence limitée au Mali, l'EUCAP leur a fourni un soutien chaque fois que cela était possible, y compris en accueillant des délégations des États membres dans le camp de l'unité mobile à Mopti.

L'EUCAP a placé la lutte contre l'impunité et la promotion des droits de l'homme au cœur de ses opérations, au moyen d'une stratégie fondée sur l'inspection interne, la prévôté et la justice militaire. En 2020, elle a développé une triple approche "prévôté, inspections, justice militaire" afin de promouvoir les droits de l'homme et la lutte contre l'impunité, ce qui a abouti à la mise en place de la prévôté. Grâce à son action, l'EUCAP a permis au système judiciaire militaire malien de juger, pour la première fois, des affaires de violence et d'abus commis par les forces de sécurité et de défense. Elle a également aidé le ministère de la justice à élaborer une loi contre la violence à caractère sexiste.

L'EUCAP a renforcé les capacités de mobilité et de communication des forces de sécurité intérieure au moyen de projets d'équipement, et a fait don de 15,5 millions d'euros aux FSI entre 2019 et 2021 sous la forme d'équipements et de moyens de réhabilitation et de rénovation à Bamako et dans les régions.

L'EUCAP a par ailleurs soutenu les forces de sécurité intérieure du G5 Sahel en apportant un soutien administratif et logistique continu à la cellule de conseil et de coordination régionale à Nouakchott.

## Cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR)



### Vue d'ensemble

La cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR) a été créée pour soutenir les efforts régionaux visant à améliorer la situation en matière de sécurité dans la région du Sahel. La CCCR compte 31 membres autorisés de missions internationales et est présente dans les cinq pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Niger et Mauritanie, où se trouve son état-major).

Fort de son réseau d'experts en sécurité intérieure et défense intégré dans les délégations de l'UE dans les cinq pays du G5 Sahel, la CCCR a été créée en 2019 pour soutenir les structures et les pays du G5 Sahel afin d'améliorer la coopération régionale et les capacités opérationnelles dans le domaine de la défense et de la sécurité, dans le respect du droit international, des droits de l'homme et de l'approche stratégique de l'UE en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité. Elle est rattachée administrativement à l'EUCAP Sahel Mali et la durée de son mandat est donc alignée sur celle de cette mission.

Dans le cadre de ce mandat, la CCCR facilite et coordonne également l'organisation de formations que les missions PSDC civiles et militaires au Sahel dispensent aux forces de défense et de sécurité du G5 Sahel. Elle vise également à renforcer la coopération internationale à l'appui des structures du G5 Sahel et des capacités des différents pays, ainsi qu'à faciliter la coordination de l'UE en matière de sécurité et de défense, dans le cadre de l'approche intégrée à l'égard du Sahel.

### Réalisations

La formation et les conseils stratégiques constituant des piliers importants de son mandat, la CCCR a contribué activement à des formations aux niveaux régional et national dans les cinq pays du G5 Sahel, en étroite coopération avec les autres missions PSDC dans la région.

Tout au long de l'année 2021, la CCCR a fourni au secrétariat exécutif du G5 Sahel et à ses organes des conseils et un soutien stratégiques dans le domaine de la défense et de la sécurité intérieure.

Pour ce qui a trait à la défense, la CCCR a fourni des conseils et un soutien au département de la défense et de la sécurité du Secrétariat exécutif (DDS/SE-G5S), au Collège de défense (CD-G5S) et au Comité de soutien (COMSOUT), ainsi qu'à la Force conjointe (FC-G5S) et à son poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT).

### Activités

Dans le cadre du soutien qu'elle apporte au renforcement du fonctionnement structurel du DDS, la CCCR a élaboré, en étroite coordination avec le poste de commandement de théâtre de la Force



conjointe du G5 Sahel, l'EUTM Mali, l'EUCAP Sahel, Barkhane et d'autres partenaires, un document-cadre concernant une stratégie régionale de formation, qui a été proposé au Secrétariat exécutif du G5 Sahel. La mise en œuvre de cette stratégie devrait optimiser la coordination entre les organes du G5S et les partenaires de soutien, en incluant la Force conjointe et sa composante police. À cet égard, la CCCR a coordonné la planification et l'organisation de trois programmes de formation en 2019, six en 2020 et treize en 2021, à l'intention de la Force conjointe du G5 Sahel et de sa composante police ainsi que des unités nationales de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale des États membres du G5 Sahel. Des formations préalables au déploiement ont été organisées au profit du poste de commandement de théâtre de la Force conjointe, à Nouakchott et Bamako.

Dans le domaine de la sécurité intérieure, la CCCR a soutenu la mise en place de la composante police de la Force conjointe du G5 Sahel, notamment en facilitant les échanges et la formation sur la judiciarisation des opérations militaires au Sahel. Dans le domaine de l'échange d'informations au niveau régional, la CCCR a également travaillé avec le Secrétariat exécutif à l'amélioration de la mise en œuvre de la plateforme de coopération en matière de sécurité (PCMS).

La CCCR a renforcé son soutien et ses conseils au conseiller pour l'égalité des sexes et les droits de l'homme du Secrétariat exécutif du G5 Sahel en intensifiant les échanges avec les institutions régionales actives dans le domaine de l'égalité des sexes, de la paix et de la sécurité sur les deux stratégies suivantes:

1) le plan d'intégration des femmes dans le cadre de la planification des forces, en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC).

2) la stratégie en faveur de l'égalité entre les sexes, dont le projet et son plan d'action sont en phase de finalisation.

La CCCR a également soutenu d'autres initiatives régionales telles que la plateforme des femmes du G5S ou l'élaboration de la stratégie de protection des civils, pour laquelle des consultations nationales ont été organisées par le Secrétariat exécutif du G5S.

La CCCR a fourni des conseils et soutenu la coopération transfrontalière entre les pays du G5 Sahel en recensant des projets de gestion des frontières au niveau national en vue d'élaborer une stratégie régionale qui permettra aux pays de relever les défis communs en matière de sécurité dans les zones frontalières et de promouvoir un développement harmonieux global de la région.

## Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Niger (EUCAP Sahel Niger)



### Vue d'ensemble

L'EUCAP Sahel Niger est une mission civile de renforcement des capacités qui a pour objectif général de renforcer le secteur de la sécurité intérieure du Niger et ses capacités de lutte contre les menaces importantes qui pèsent sur la sécurité. Depuis son lancement en 2012, l'EUCAP Sahel Niger a soutenu les forces de sécurité intérieure nigériennes, les autorités nationales ainsi que des acteurs non étatiques dans le cadre d'une série de différents programmes et activités.

### Réalisations

L'approche intégrée reste au cœur des activités de la mission. Une coopération étroite avec la délégation de l'UE, ainsi qu'avec les États membres, a contribué à la création, au sein de la police nationale, d'une deuxième compagnie mobile de contrôle des frontières dans la région de Birni N'Konni, à la frontière avec le Nigeria, inaugurée en mai 2021. Dans le cadre du projet CMCF, les autorités nigériennes gardent pleinement la maîtrise du processus, avec le soutien étroit des acteurs européens; il s'agit donc d'un exemple particulièrement représentatif du travail fructueux accompli par la mission au cours des dernières années.

À Agadez, la mission a mis en œuvre le "plan Addou" pour aider les services répressifs locaux à lutter contre le banditisme routier. Ce projet a également permis d'obtenir des résultats importants en ce qui concerne l'amélioration de l'interopérabilité des forces. En outre, la mission soutient la création d'un escadron polyvalent à Takanamat (région de Tahoua), une force mobile de la garde nationale dotée d'un programme complet de formations, y compris sur les activités de renforcement de la confiance.

La mission accroît actuellement son rôle dans le soutien à la lutte contre le terrorisme en intensifiant ses efforts pour renforcer la chaîne de la justice pénale et elle fournit en permanence des conseils stratégiques aux ministères et aux partenaires concernés. Elle soutient également la formation des prévôtés (police judiciaire militaire) à l'appui de l'État de droit et du respect des droits de l'homme, une activité importante compte tenu des allégations récentes d'abus formulées à l'encontre de l'armée du pays.

Pendant la pandémie de COVID-19, de nouvelles approches de formation ont été conçues et mises en place, telles que la formation en ligne des forces de police. Cela permet une formation sur de longues distances, même en période de retour à la normale après la fin de la pandémie.



## Activités

Afin de renforcer l'interopérabilité des forces de sécurité nigériennes, la contribution de la mission à la deuxième phase de régionalisation de la PSDC au Sahel a débuté en 2019 à la faveur de la fourniture de la première formation sous l'égide de la cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR). En octobre 2021, l'EUCAP Sahel Niger a organisé le premier exercice majeur dans le cadre des centres opérationnels régionaux (COR) afin de soutenir leur mise en œuvre opérationnelle et de renforcer les possibilités qu'ils offrent en tant qu'outil de gestion de crise.

Sur le plan de la coordination internationale, la mission s'est montrée particulièrement active dans le soutien à la mise en œuvre d'initiatives menées dans le cadre du Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel (P3S) en organisant une formation à l'intention de l'unité de police de la Force conjointe du G5 Sahel au Tchad et en dispensant des formations en ligne aux unités spéciales d'intervention du Tchad.

Dans le cadre du mandat 2020-2022, la fourniture par la mission de conseils stratégiques a été sensiblement renforcée afin d'améliorer les capacités du partenaire en matière de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Les conseillers sont situés le plus près possible des plus hautes autorités chargées de la sécurité au Niger, ce qui leur permet de mieux comprendre les attentes locales et de contribuer à la réécriture de la stratégie nationale pour la sécurité intérieure.

En ce qui concerne les thèmes transversaux, les actions de la mission seront axées sur le renforcement de la chaîne de justice pénale, la promotion dans ses formations des droits de l'homme et de l'égalité de genre, et s'attacheront, dans le cadre des efforts de régionalisation, à soutenir au mieux les forces de sécurité intérieure du Niger et les partenaires locaux dans la recherche de la stabilité et de la sécurité au niveau national et régional.

## CORNE DE L'AFRIQUE



La Corne de l'Afrique est une région d'importance stratégique avec laquelle l'Europe entretient des liens politiques et économiques de longue date. L'UE est fermement résolue à approfondir ses relations et son partenariat stratégiques avec la région de la Corne de l'Afrique et les pays de la région, l'objectif étant de soutenir la paix et la sécurité, la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit, l'égalité de genre, le développement durable, la croissance économique, l'action pour le climat et la coopération régionale. Les liens interpersonnels entre l'UE et la Corne de l'Afrique sont solides, notamment grâce à des diasporas importantes et actives.

En mai 2021, le Conseil a mis en place une nouvelle stratégie de l'UE, s'appuyant sur le cadre stratégique de l'UE pour la Corne de l'Afrique, adopté en 2011, afin de donner un nouvel élan à ces relations et de préserver les intérêts politiques, de sécurité et économiques de l'UE. Cette stratégie vise à renforcer le partenariat de l'UE avec les pays de la Corne de l'Afrique et à améliorer l'efficacité et la visibilité de l'UE dans un environnement de plus en plus compétitif. Elle couvre les huit pays de la Corne ainsi que les organisations régionales, dans le cadre du voisinage plus large comprenant la mer Rouge et l'océan Indien occidental.

La région de la Corne de l'Afrique a connu des développements importants au cours de la dernière décennie et est de plus en plus marquée par une évolution de la dynamique régionale. Des accords de paix historiques et la mise en place de transitions démocratiques ont offert des espoirs et des possibilités. Toutefois, les conflits - souvent alimentés par des tensions ethniques -, la lutte pour le pouvoir et les ressources naturelles, l'extrémisme violent, l'internationalisation de la concurrence ayant pour enjeu l'influence et une histoire marquée par des conflits violents exacerbent l'instabilité et la fragmentation de la Corne de l'Afrique à un moment où la coopération multilatérale diminue.

Les changements démographiques, l'urbanisation, la transition numérique et l'émergence de nouveaux marchés offrent d'importantes possibilités. Cependant, la région est touchée par les effets désastreux du changement climatique et par la multiplication des catastrophes naturelles. Les défis en matière de gouvernance doivent être surmontés pour lutter contre la pauvreté persistante, les inégalités socioéconomiques, les difficultés d'accès aux services de base et le manque de possibilités d'emplois décents, autant de problèmes qui ont encore été aggravés par la pandémie de COVID-19. La région accueille le plus grand nombre de personnes déplacées dans leur propre pays (PDI) et de réfugiés en Afrique. Les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits ainsi que les violations du droit international humanitaire (DIH) persistent, tandis que les problèmes humanitaires croissent de manière exponentielle. La Corne de l'Afrique reste également une région d'origine, de transit et de destination de flux migratoires importants, y compris de migration irrégulière, vers d'autres pays de la région au sens large ainsi que vers l'UE.



L'EUTM Somalia, l'EUCAP Somalia et l'opération ATALANTA demeurent un pilier essentiel de l'approche intégrée de l'UE et de la réaction aux crises émergentes et en cours, en liaison avec d'autres instruments de l'UE.

La piraterie a été l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur le secteur maritime international et, partant, sur le commerce international. Cela a été particulièrement vrai dans l'océan Indien, où, au plus fort de la crise de la piraterie, les pirates basés en Somalie tenaient en otage jusqu'à 736 personnes et 32 navires. En réponse à cette crise, l'opération ATALANTA a été déployée en 2008. Depuis, le nombre d'incidents liés à la piraterie a chuté de manière très nette, la dernière attaque enregistrée ayant eu lieu en avril 2019. Toutefois, les réseaux criminels de piraterie n'ont pas encore été éliminés, car ils diversifient leurs activités illégales dans d'autres secteurs, ce qui accroît leur influence et compromet les efforts visant à y faire face.

L'UE reste déterminée à continuer de soutenir le programme de réforme et de réconciliation de la Somalie, tandis que les dirigeants au niveau fédéral et régional doivent intensifier considérablement leurs efforts, d'une manière consensuelle et inclusive. Tout en souhaitant un partage de la charge financière, dans la perspective de la reconfiguration de la présence internationale en matière de sécurité dans le pays et du plein transfert des responsabilités à la Somalie conformément à la résolution 2568 du Conseil de sécurité des Nations unies, l'UE continuera à soutenir les Nations unies et l'Union africaine dans les efforts qu'elles déploient en matière de stabilisation.

## EU NAVFOR Somalie (Operation ATALANTA)



### Vue d'ensemble

L'opération ATALANTA de la force navale de l'Union européenne en Somalie (EU NAVFOR) a été lancée en 2008 face aux actes de piraterie et aux vols à main armée perpétrés dans l'océan Indien à partir de la Somalie. Son mandat est renouvelé tous les deux ans, ce qui lui permet de s'adapter aux nouvelles situations géopolitiques dans le domaine des opérations. Le mandat actuel est devenu actif en janvier 2021 et restera en vigueur jusqu'en décembre 2022.

L'opération ATALANTA continue de lutter contre la piraterie en haute mer, de protéger le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres navires vulnérables, de lutter contre le trafic de drogue, de contribuer à la mise en œuvre de l'embargo sur les armes imposé à la Somalie et de surveiller d'autres activités illicites en mer, telles que l'exportation illégale de charbon de bois et la surveillance de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (pêche INN).

L'opération ATALANTA opère dans le plein respect de la convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) et de la résolution 2608 (2021) du Conseil de sécurité des Nations unies, afin de "lutter contre la piraterie et les vols à main armée dans les eaux territoriales de la Somalie", et continuera à remplir ses missions, en assurant la sûreté maritime dans l'ouest de l'océan Indien.

L'une des caractéristiques essentielles de cette opération est qu'elle s'inscrit dans le cadre de l'approche intégrée de l'UE à l'égard de la Somalie, ainsi que de ses deux missions sœurs complémentaires de l'Union européenne, à savoir l'EUCAP Somalia (mission visant au renforcement des capacités de l'UE en Somalie) et l'EUTM Somalia (mission de formation de l'UE en Somalie), qui soutiennent toutes la délégation de l'UE en Somalie.

### Réalisations

Grâce au nouveau mandat de l'opération ATALANTA, entré en vigueur en janvier 2021, l'opération continue de croître et d'augmenter ses capacités pour:

- assurer la dissuasion, la prévention et la répression des actes de piraterie et des vols à main armée au large des côtes de la Somalie;
- protéger les navires du Programme alimentaire mondial qui acheminent l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux réfugiés en Somalie;
- assurer la protection des navires vulnérables dans sa zone d'opérations;



- surveiller les activités illicites en mer, y compris le commerce du charbon de bois, la pêche INN, la contrebande de drogue et le trafic d'armes;
- soutenir l'approche intégrée de l'UE pour la Somalie et la Corne de l'Afrique, ainsi que ses deux missions complémentaires (EUCAP Somalia et EUTM Somalia), la délégation de l'UE en Somalie et le représentant spécial de l'UE pour la Corne de l'Afrique;
- faire office d'outil fondamental de la diplomatie navale de l'UE pour la région indo-pacifique;
- coopérer avec l'ensemble des organisations internationales, des forces navales et des partenaires stratégiques présents dans la zone d'opérations et leur apporter son soutien;
- fournir un cadre juridique unique pour transférer les pirates vers les États de la région à des fins de poursuites.

## Activités

En tant qu'instrument de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, l'opération ATALANTA ne se limite pas aux seuls navires. Il s'agit d'un réseau de capacités militaires, civiles et diplomatiques qui comprend non seulement des avions de patrouille maritime et des détachements de protection des navires à bord, mais qui est également lié à des objectifs juridiques, politiques, commerciaux et de développement, les questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes et aux droits de l'homme étant également prises en compte.

- Dans le cadre de l'opération de protection ATALANTA, près de 2,5 millions de tonnes d'aide alimentaire et humanitaire du Programme alimentaire mondial ont été acheminées en toute sécurité dans les ports des pays de la région, y compris les ports somaliens, par la combinaison de moyens militaires de l'UE et des partenaires en vue de soutenir la population somalienne. L'opération ATALANTA a protégé plus de 1 800 navires du PAM transitant par la région, entre la mer Rouge et le bassin somalien. En mars 2020, l'EU NAVFOR a signé un protocole d'accord avec le Programme alimentaire mondial afin d'étendre la coopération et de permettre une coordination plus étroite dans d'autres zones de la région.
- Dans le cadre de sa politique d'"aboutissement juridique", 171 pirates présumés ont été appréhendés par l'opération ATALANTA et transférés vers les parquets des systèmes de justice régionaux. Cet "aboutissement juridique" a mis fin à l'impunité, question qui constitue toujours

L'un des éléments les plus importants de ce que l'on appelle de manière informelle l'"acquis ATALANTA", qui compte 145 condamnations à ce jour.

- Grâce au système d'enregistrement volontaire pour les navires transitant par la zone, le Centre de sûreté maritime de l'opération MSCHOA a enregistré des centaines de milliers de navires commerciaux naviguant dans les eaux contestées de la Corne de l'Afrique depuis 2008, afin d'évaluer la vulnérabilité des navires et d'offrir une protection appropriée contre la piraterie et d'autres menaces.
- Dans le cadre des efforts locaux de renforcement des capacités maritimes déployés par l'opération ATALANTA à l'appui de la sécurité et du développement, des sessions de formation ont été organisées avec les garde-côtes des pays africains, les autorités portuaires et les forces militaires dans des domaines aussi variés que la sécurité portuaire et la protection des preuves scientifiques.
- Une formation spécifique a été dispensée aux acteurs somaliens de la sûreté maritime et des interactions régulières à tous les niveaux visent à améliorer l'appréciation de la situation et à assurer une approche commune.

Afin de soutenir la mise en place d'une architecture régionale de sûreté maritime, l'opération ATALANTA travaille en étroite collaboration avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDD) et a contribué à la formation et à l'éducation des centres régionaux de coordination et de centralisation des informations, des forces militaires et répressives et de leurs systèmes juridiques et judiciaires dans toute la région.

Elle coopère également étroitement avec l'Organisation maritime internationale des Nations unies (OMI) et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL).

Le partenariat mis en place avec le secteur du transport maritime commercial reste essentiel. L'opération ATALANTA est signataire du manuel des meilleures pratiques de gestion, qui conseille les gens de mer et les compagnies maritimes sur les précautions et les mesures d'autodéfense en cas de transit par la région.

En outre, grâce à l'adoption par le MSCHOA d'évaluations trimestrielles de la menace pouvant être communiquées au secteur et de bulletins de menace fondés sur l'expertise de l'opération ATALANTA et des Forces maritimes combinées et pouvant être communiquées au secteur sur une base ad hoc, le secteur du transport maritime reçoit des évaluations de la menace et des informations militaires sur les attaques - piraterie et autres - qui se produisent dans l'océan Indien et la mer Rouge.



## Mission de formation de l'UE en Somalie (EUTM Somalia)



### Vue d'ensemble

Tout au long de son septième mandat, l'EUTM Somalia fournit des conseils stratégiques aux autorités somaliennes au sein des institutions de sécurité dans la région de Mogadiscio, et mène des activités spécifiques d'encadrement, de conseil et de renforcement des capacités dans le domaine de la formation. Les objectifs de l'EUTM Somalia sont de contribuer à la mise en place de forces de sécurité somaliennes efficaces et responsables, de soutenir le fonctionnement autonome de ces forces et de concourir à l'approche intégrée de l'UE dans l'ensemble de la région. Le plafond du personnel de la mission pour son mandat actuel est de 212 personnes. Le mandat actuel de la mission, qui est de deux ans, expire le 31 décembre 2022. Dans le cadre du budget 2021 de la facilité européenne pour la paix, l'armée nationale somalienne bénéficie d'une aide sous la forme de mesures d'assistance spécifiques comprenant des équipements militaires non létaux et des projets d'infrastructure.

### Réalisations

La lourdeur et la complexité du processus électoral, conjuguées aux tensions profondément ancrées entre les acteurs politiques et à la menace imminente que représente Al-Chabab, ont des répercussions importantes sur l'action de l'EUTM Somalia. Toutefois, l'année 2021 a été marquée par la progression et le développement continus des forces armées nationales somaliennes (FANS), notamment en ce qui concerne les relations dans le cadre du système de commandement et de contrôle (C2), les structures générales ainsi que le concept et les structures logistiques.

Le soutien apporté par l'EUTM Somalia grâce à de nombreuses formations et à des conseils spécialisés a permis d'améliorer sensiblement la capacité de planification de l'état-major général des forces armées nationales somaliennes. La poursuite des conseils directs, y compris sur les procédures de travail et les rôles communs, a aidé l'état-major général des forces armées nationales somaliennes à améliorer la coordination interne entre les services. La mission a apporté un soutien direct aux politiques, aux directives et à des documents tels que le guide du ministère de la défense, la politique des ressources humaines et la coordination de la politique de formation à long terme, et elle a fourni des orientations en la matière.

L'EUTM a également planifié et dispensé des formations et des exercices. Pour la seule année 2021, l'EUTM a mis en place, principalement au centre de formation général Dhagabdan, plus de vingt-cinq cours et formations, sans compter les activités d'encadrement et de conseil. Le nombre total d'heures de formation, d'encadrement et de conseil a augmenté notablement et les forces



armées nationales somaliennes assument de plus en plus de responsabilités dans le domaine de la formation, en vue de la mise en place d'un système de formation pris en main par les Somaliens.

### Activités

En matière de formation, les principaux efforts de la mission sont passés de la formation collective à la formation des formateurs, à la formation spécialisée (par exemple, la lutte contre les engins explosifs improvisés) et à la formation au leadership, en particulier parce que la constitution de forces constitue un défi majeur pour les forces armées nationales somaliennes et que les exigences opérationnelles empêchent la disponibilité de groupes d'apprenants de la taille d'une unité. Le renforcement des capacités de formateurs des forces armées nationales somaliennes commence à porter ses fruits dans le cadre du processus qui doit mener à un système de formation pris en charge, entretenu et soutenu par ces forces armées. Des formations spécialisées ont lieu dans

des domaines tels que la médecine, la logistique, et notamment les engins explosifs improvisés, afin d'améliorer les capacités de protection des forces armées nationales somaliennes et donc de réduire les besoins en matière de constitution de forces. Les responsables des FANS sont formés aux cours pour chefs de peloton/commandants de compagnie organisés par la mission, qui bénéficient de la plus grande estime des partenaires internationaux. Les activités de formation sont coordonnées et synchronisées avec les partenaires internationaux, notamment l'AMISOM; des effets de synergie sont recherchés dans la mesure du possible, en particulier avec l'EUCAP Somalia et avec l'EU NAVFOR Somalie - opération ATALANTA.

Les activités de l'EUTM dans le domaine des conseils se concentrent sur les institutions de défense somaliennes, en particulier le ministère somalien de la défense et l'état-major général des forces armées nationales somaliennes à Mogadiscio, qui sont indispensables pour assurer le bon fonctionnement général des forces armées nationales somaliennes ainsi que la supervision et le contrôle civils de ces forces. L'élaboration de la doctrine et des politiques, ainsi que les fonctionnalités de base permettant le commandement et le contrôle (C2) des opérations des forces armées nationales somaliennes, sont axées sur l'autonomie de forces de sécurité somaliennes agissant dans un cadre juridique fondé sur les normes internationales.

L'EUTM Somalia assure la liaison et coopère avec de nombreuses organisations internationales, en particulier avec l'UNSOM/UNSOS et l'AMISOM, des acteurs européens et internationaux, y compris les autorités politiques et militaires somaliennes locales, les États-Unis, la Turquie, le Royaume-Uni et les ambassades internationales. La mission coopère avec succès avec la délégation de l'UE, la mission PSDC civile de l'UE EUCAP Somalia ainsi qu'avec l'EU NAVFOR Somalie - opération ATALANTA. La coordination militaire entre l'EUTM et les différents acteurs internationaux/nationaux, ainsi que la synchronisation de leurs efforts et actions collectifs, sont facilitées par le cadre de coordination prévu par l' "approche globale de la sécurité" mis en place conjointement par l'UNSOM et la Somalie, en particulier au titre de l'axe de travail militaire 2A.





## Mission de l'UE visant au renforcement des capacités en Somalie (EUCAP Somalia)



### Vue d'ensemble

La mission opère dans un environnement de sécurité précaire, caractérisé par une instabilité politique et des défis importants posés par la pandémie de COVID-19. Des divergences au sein du gouvernement et entre le gouvernement fédéral et les États membres, ainsi que l'absence de prise de décision en lien avec le report des élections, ont compliqué la tâche de la mission dans le cadre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en 2021. La mission a poursuivi sa coopération avec les ministères compétents, notamment en procédant à des échanges dans le domaine de la sûreté maritime et en renforçant son soutien aux forces de police somaliennes. Elle a cherché à assurer dans ses activités un équilibre constant entre ces deux domaines grâce à des conseils stratégiques, des activités d'encadrement et de formation et un soutien aux infrastructures et à la fourniture d'équipements. La mission a collaboré activement avec la communauté internationale en Somalie, notamment en participant et en contribuant à plusieurs enceintes internationales de coordination et en concourant à la participation à celles-ci d'homologues somaliens de la mission.

### Réalisations

Au niveau stratégique, la mission a contribué à la révision du plan de transition de la Somalie 2021-2022 compte tenu de la réduction des forces de l'Union africaine (AMISOM), en mettant l'accent sur le renforcement de la sécurité par des forces de l'ordre civiles plutôt que sur la transition des fonctions militaires aux fonctions de police.

La mission a apporté son concours au plan stratégique en matière de police 2020-2025 en définissant les priorités de la force de police somalienne et en élaborant le plan opérationnel annuel des forces de police somaliennes et le plan de développement institutionnel et de renforcement des capacités des forces de police somaliennes, conformément à leur demande, ainsi que le plan stratégique concernant le bureau du procureur général pour la période 2020-2024.

### Activités

Au niveau opérationnel, dans le domaine maritime, la mission renforce depuis 2019 les capacités de l'administration maritime somalienne à créer les bases de sa capacité opérationnelle initiale grâce à la livraison, dans le port de Mogadiscio, de six bureaux préfabriqués en mars 2021. La mission a soutenu la construction du siège de l'unité de police maritime de la force de police somalienne à Mogadiscio, en collaboration avec la délégation de l'UE et le Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).



Afin d'appuyer l'adhésion et de la transposition dans le cadre juridique somalien de conventions maritimes internationales prioritaires, la mission continue de conseiller le service juridique de l'administration maritime somalienne, en particulier en ce qui concerne des mesures propres à favoriser l'adhésion à la convention internationale sur la recherche et le sauvetage maritimes. L'administration maritime somalienne a fait part de l'intention du ministère des ports et des transports maritimes de signer la convention sur la recherche et le sauvetage lors de l'Assemblée de l'Organisation maritime internationale du 6 décembre et d'entamer le processus de conclusion d'accords avec les États voisins portant sur l'échange d'informations au titre de la convention SAR.

Dans le cadre des efforts visant à développer les fonctions de garde-côtes somaliens, la mission, conjointement avec l'UNSOM, a élaboré le mandat relatif à la cartographie des compétences de la marine et des garde-côtes somaliens, ainsi que des documents sur la réactivation du comité national de coordination maritime.

À la suite de la mise en place, en 2019, d'un centre de formation concernant la visite, l'arraisonnement, la fouille et la saisie destiné à l'unité de police maritime de la force de police somalienne du port de Mogadiscio, la mission a mis à la disposition des garde-côtes du Somaliland une deuxième unité

"visite, arraînement, fouille et saisie", y compris la fourniture de formations et d'équipements spécialisés.

Afin de renforcer la chaîne de justice pénale, les conseils que la mission a dispensés au bureau du procureur général sur la nécessité de se doter de compétences spécialisées en matière de poursuites maritimes ont conduit à la création d'une unité chargée de la criminalité maritime au sein de ce bureau.

La mission a fourni un appui technique au gouvernement fédéral et a vu l'adhésion à la convention SOLAS et à la convention MARPOL, qui, avec les textes juridiques du code maritime somalien, sont en mesure de fournir une voie juridique sur une approche de la sûreté maritime fondée sur des règles.

L'initiative "Les femmes dans le secteur maritime" (WiMS), soutenue par la mission, a progressé à la faveur d'un plan visant à lancer des conférences consultatives dans chaque État membre fédéré. L'objectif principal de ces conférences est de sensibiliser les femmes au secteur maritime et à les motiver pour s'y investir; d'entamer une cartographie de la participation des femmes dans le secteur maritime; et de finaliser chaque plan d'action des États membres fédérés portant sur l'initiative WiMS.

Dans le secteur de la police, l'EUCAP Somalia a soutenu la mise en place au sein de la police somalienne d'une capacité robuste de maintien de l'ordre dénommée police fédérale des Darwich; elle a contribué à leur premier déploiement opérationnel (planification, formation et équipement) et a œuvré à améliorer leur interopérabilité avec les autres forces de sécurité (AMISOM et Armée nationale somalienne). Afin de soutenir la constitution de forces pour la police fédérale des Darwich, la mission a renforcé sa coopération avec la mission italienne des Carabinieri à Djibouti (MIADIT) et l'EUTM Somalia, le but étant de créer des synergies dans la formation préalable au déploiement des Darwich. La mission a facilité la participation de la force de police des Darwich à des activités de formation combinées entre l'Armée nationale somalienne et la police somalienne, mises en place par l'EUTM Somalia.

Depuis 2019, afin de renforcer les capacités du bureau central national d'INTERPOL, la mission a proposé un soutien sous la forme d'une formation spécialisée, complétée par un soutien informatique et des équipements de communication, ainsi qu'une rénovation complète des bureaux. Ce soutien a permis au bureau central national d'INTERPOL de participer à la coopération policière internationale en matière de lutte contre la criminalité transnationale en Somalie et de reprendre la communication avec le siège d'INTERPOL. La mission a également entamé une coopération avec Frontex et réfléchi à sa collaboration avec Europol.

À partir de 2020, dans le but de renforcer les capacités de formation de la police somalienne, la mission a contribué à la rénovation et au réaménagement de l'Académie de police, en augmentant la capacité de formation de 140 stagiaires supplémentaires par cycle de formation. Le projet est en cours, avec la rénovation d'autres infrastructures de l'Académie. De même, la mission soutient la mise en place du siège de la police fédérale des Darwich à Mogadiscio, afin de faire avancer la constitution de forces.

La mission a soutenu le service des enquêtes pénales du Puntland (CID) en créant une base de données pour neuf départements régionaux du CID, renforçant la capacité de collecte et d'analyse de données relatives à la criminalité grâce à la fourniture d'équipements et à des activités de formation pour la mise en œuvre opérationnelle du système de gestion de l'information.



## AFRIQUE CENTRALE ET AUSTRALE

En République centrafricaine, en dépit des conditions défavorables causées par la COVID-19, des développements politiques intervenus depuis 2020 et de l'incertitude persistante quant aux futurs choix politiques de la RCA concernant ses partenaires stratégiques, l'EUTM RCA a continué en 2021 à dispenser aux soldats des forces armées centrafricaines (FACA) des conseils, des enseignements et des formations. Une mission civile, l'EUAM RCA, lancée en décembre 2019, a fourni un soutien et des conseils aux forces de sécurité intérieure en 2021.

L'exemple le plus récent de la réponse de l'UE à une crise émergente est celui du Mozambique, où la situation sécuritaire dans le Cabo Delgado s'est aggravée. Le 30 mars 2021, les États membres de l'UE ont approuvé le cadre politique pour la gestion de la crise dans le Cabo Delgado. L'approche intégrée de l'UE englobe des actions sur le plan politique/diplomatique, humanitaire, du développement, de la sécurité et de la consolidation de la paix à court, moyen et long terme, et insiste dans le même temps sur la nécessité de continuer à mettre l'accent sur la question des droits de l'homme et de l'État de droit. Enfin, l'EUTM Mozambique a été créée le 12 juillet de la même année et officiellement lancée le 15 octobre. L'EUTM Mozambique est l'élément central du pilier "sécurité" et la composante fondamentale de l'approche intégrée. En outre, l'UE aide les forces armées au moyen d'équipements non létaux via la facilité européenne pour la paix.





## Mission de formation de l'UE en République centrafricaine (EUTM RCA)



### Vue d'ensemble

L'EUTM RCA s'inscrit dans le cadre de l'approche intégrée de l'UE en République centrafricaine, qui vise à contribuer aux efforts déployés par l'Afrique et, plus largement, par la communauté internationale pour rétablir la stabilité et soutenir le processus de transition politique du pays. La mission soutient la réforme du secteur de la défense dans le cadre d'un processus global de réforme du secteur de la sécurité pris en main au niveau local et coordonné par la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

En 2021, l'EUTM RCA a déployé des efforts dans trois domaines: les conseils stratégiques, la formation opérationnelle et l'instruction. Le plafond du personnel de la mission pour son mandat est de 365 personnes. Le mandat actuel de la mission, qui est de deux ans, expire le 19 septembre 2022.

### Réalisations

Depuis le lancement de la mission en 2016, plus de 9 000 membres des forces armées centrafricaines ont été instruites et formées.

En 2021, la mission a fourni des conseils stratégiques aux autorités politiques/militaires, tant dans le domaine de la planification du déploiement en garnison que de l'élaboration de documents essentiels, dont un plan de défense nationale, une loi sur les achats militaires et des plans de recrutement. Elle a également procédé à une analyse approfondie des projets d'infrastructure et d'équipement financés par l'UE en appui aux déploiements des FACA.

Dans le domaine de la formation opérationnelle, l'EUTM RCA a achevé la formation de cinq bataillons d'infanterie déployables. La mission a également achevé la validation de quatre unités spécialisées (notamment les forces spéciales et le renseignement), tout en dispensant des formations spécifiques à des officiers et sous-officiers dans des domaines tels que la signalisation, le commandement, la tactique, le droit international humanitaire, les droits de l'homme et la prévention des abus sexuels.

Enfin, l'EUTM RCA a soutenu la réintégration dans les forces armées centrafricaines de plus de 500 anciens rebelles, dans le cadre du programme national de désarmement, de démobilisation, de réintégration et de rapatriement.



## Activités

La mission a soutenu le renforcement des capacités des forces armées centrafricaines en dispensant une formation opérationnelle du niveau du peloton jusqu'à celui du bataillon, y compris une formation portant notamment sur le droit international humanitaire et les droits de l'homme, également soutenue par les Nations unies et le Comité international de la Croix-Rouge. Elle a contribué à la mise en œuvre opérationnelle du futur système d'éducation militaire de la République centrafricaine, représenté par ses Écoles d'officiers et de sous-officiers nationaux, et a aidé les formateurs des forces armées centrafricaines à dispenser efficacement une formation de base aux recrues et aux sous-officiers. Les efforts déployés par l'EUTM RCA visent principalement à soutenir la mise en œuvre de la réforme du secteur de la défense via le corpus doctrinal réglementaire des forces armées centrafricaines. En collaboration avec la MINUSCA, l'EUTM RCA fournit des conseils aux équipes présidentielles chargées de superviser la politique de sécurité nationale et la réforme du secteur de la sécurité.

Grâce à des groupes de travail qui entretiennent des relations étroites avec l'état-major général et le ministère de la défense, dans un esprit de coopération, les officiers de haut rang fournissent des conseils directs à leurs homologues centrafricains. La mission a commencé à fournir des conseils directs à l'état-major régional des forces armées centrafricaines, à Bouar. Étant donné que le troisième mandat de la mission a étendu la zone de la mission à l'ensemble du territoire de la République centrafricaine, la mission s'efforce à l'avenir d'apporter un soutien direct en matière de conseils à tous les états-majors régionaux des forces armées centrafricaines.

Afin d'assurer et de maintenir la cohésion et, dans la mesure du possible, des synergies entre les activités de l'EUTM RCA et les efforts plus larges déployés dans le cadre de l'engagement international en République centrafricaine, la mission assure la liaison et la coordination avec de multiples parties prenantes internationales, européennes et nationales, notamment les Nations unies, l'Union africaine, la MINUSCA, la délégation de l'UE, les autorités de la République centrafricaine et les ambassades de Chine, de France et des États-Unis.

Toutefois, en décembre 2021, les États membres ont décidé de suspendre temporairement et de manière réversible les activités de formation, de poursuivre les activités d'éducation et de se concentrer sur la fourniture de conseils stratégiques aux autorités centrafricaines et sur le renforcement des liens avec celles-ci, compte tenu de l'implication accrue de forces affiliées à la Russie sur le terrain et de la multiplication des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui en a découlé.

## Mission de conseil de l'UE en République centrafricaine (EUAM RCA)



### Vue d'ensemble

La sécurité de la population et l'efficacité et la responsabilité des forces de sécurité intérieure sont les principaux domaines d'activité de la mission de conseil de l'Union européenne en République centrafricaine (EUAM RCA). La plus jeune des missions civiles de la PSDC a atteint sa capacité opérationnelle à l'été 2020 et, en 2021, elle a aidé les autorités centrafricaines à réformer leur secteur de la sécurité intérieure, dans le but principal d'améliorer la sécurité de la population. Après une année à peine d'activité opérationnelle complète sur le terrain, la mission est devenue un acteur prisé parmi les partenaires nationaux et internationaux, comme en témoigne la coopération dans de nombreux projets. L'EUAM RCA compte 66 agents européens et 13 agents centrafricains et est basée dans la capitale, Bangui.

### Réalisations

Le soutien à la transformation des forces de sécurité intérieure centrafricaines en un acteur professionnel et responsable au service de la population est au cœur du mandat des missions. La principale réalisation a été la rédaction de la loi-cadre, en collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux. Les textes clés concernés définissent la structure, l'organisation et le fonctionnement de la gendarmerie nationale et de la police centrafricaine pour qu'elles étoffent et modernisent les services fournis à la population.

Les membres de la mission ont établi des relations de travail avec les directions générales de la police et de la gendarmerie. Cela a permis de soutenir l'amélioration du fonctionnement interne des services des ressources humaines et de la logistique. En outre, des concepts ont été élaborés pour optimiser le secteur de la formation.

Entamée par la mission, la révision de la loi-cadre concernant la police et du décret concernant la gendarmerie a repris alors qu'elle était en suspens depuis 2018. Cette loi est actuellement soumise à l'approbation du président de la République, avant son examen et son adoption par le Parlement.

Pour assurer la sécurité, il faut une action concertée de la part de toutes les institutions concernées. Afin d'améliorer l'interaction au bénéfice de la population, la mission a œuvré au renforcement des liens entre les forces de sécurité intérieure, le système judiciaire et pénitentiaire, les douanes, le ministère des eaux et forêts et les forces armées centrafricaines.

Une liaison étroite avec la société civile est essentielle pour garantir l'acceptation du processus de réforme du secteur de la sécurité et pour intégrer les perspectives en matière de droits de l'homme, d'égalité de genre et d'environnement. Afin de rapprocher la population et les institutions locales,



la mission, en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, a lancé un projet visant à créer deux unités de défense des droits de l'homme au sein des secrétariats généraux de la gendarmerie et de la police. Ce processus est toujours en cours.

Pour lutter contre la désinformation, les deux missions PSDC de l'UE en République centrafricaine ont contribué, sous les auspices de la délégation de l'UE, à sensibiliser l'opinion à l'UE au moyen de tables rondes et d'un dialogue avec les journalistes, les vérificateurs de faits et la société civile.

## Activités

La mission fournit des conseils stratégiques lors de réunions bilatérales et de groupes de travail qui servent à recenser en permanence les domaines d'amélioration potentiels. À titre d'exemple, on peut citer le domaine des ressources humaines, où des méthodes de travail ont été mises au point pour permettre un inventaire automatique du personnel des forces de sécurité intérieure et de leur disponibilité. L'élaboration d'un tableau national des juridictions et des prisons a contribué à l'amélioration du système judiciaire dans l'ensemble du pays et l'inventaire des prisons de Bangui a contribué à la rédaction d'un futur plan d'action. Les échanges et les contacts permanents avec les homologues nationaux ont amené la mission à mettre en évidence la nécessité d'une formation au leadership par la création d'une équipe de formation permanente, ainsi que la nécessité d'inclure les questions juridiques dans la formation de base des forces de sécurité intérieure.

Participant activement à la commission chargée de réécrire le plan de défense national révisé, la mission veille à ce que ce plan garantisse l'interopérabilité entre les forces armées et les forces de sécurité intérieure.

## Mission de formation de l'UE au Mozambique (EUTM MOZ)



### Vue d'ensemble

Lancée le 15 octobre 2021, l'EUTM MOZ est la plus jeune mission militaire PSDC. Dans le cadre de l'approche intégrée de l'UE au Mozambique, la mission soutient le renforcement des capacités des forces armées mozambicaines par une action de formation de certaines unités (commandos et fuzileiros) afin de soutenir la stabilisation et la promotion de la paix, tout en veillant au respect du droit international relatif aux droits de l'homme et de l'État de droit, notamment dans la province du Cabo Delgado et dans les provinces voisines. Il s'agit de s'attaquer aux principaux facteurs de conflit dans le nord du Mozambique afin d'éviter que le conflit ne s'étende davantage et de favoriser un développement inclusif.

### Réalisations

L'EUTM MOZ a repris sur le théâtre l'activité bilatérale portugaise "Projet 6" (P6). La mission a fait usage de la planification existante du projet P6, l'a élargie et l'a développée pour englober la formation de onze entreprises sélectionnées, qui seront mises à contribution par les forces armées mozambicaines pour mettre en place ses futures forces de réaction rapide.

La mission a établi son état-major à Maputo et a atteint sa capacité opérationnelle initiale, déclarée par le commandant de la mission (directeur de la MPCC) le 1er novembre. Des liens étroits ont été établis avec les autorités politiques et militaires locales et la délégation de l'UE. Étant donné que les activités de formation de la mission sont très étroitement liées aux mesures d'assistance prévues par la facilité européenne pour la paix - jusqu'à 89 millions d'euros en 2021 et 2022 - et en sont directement tributaires, l'EUTM a établi des relations de travail les plus étroites avec le partenaire de mise en œuvre de la mesure d'assistance sur le théâtre afin d'assurer la mise en application concrète du concept de formation et équipement. La mesure d'assistance couvre les besoins en équipements et en matériel des onze sociétés des forces armées mozambicaines formées par l'EUTM.

### Activités

La mission a commencé ses efforts de formation sur la déclaration de capacité opérationnelle initiale dans les principaux lieux de formation de Maputo, Katembe et Chimoio pour les commandos (armée), les fuzileiros (la marine) et les éléments de contrôle aérien tactique (forces aériennes). Les activités de l'EUTM sont complétées dès le départ par des exposés sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire organisés par le Bureau de la coordination des



affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) et le Comité international de la Croix-Rouge. La mission continue sa préparation pour atteindre la capacité opérationnelle totale, par exemple en recensant les besoins en matière de formation, tels que le soutien aux infrastructures à petite échelle et les améliorations du soutien en conditions réelles, qui font l'objet de projets à impact rapide. La capacité opérationnelle totale, et donc l'exécution intégrale du mandat, sera déclarée par le commandant de la mission dès que les conditions auront été suffisamment remplies.

L'EUTM MOZ assure la liaison et la coordination avec de nombreuses organisations internationales actives dans le pays, en particulier avec les Nations unies (OCHA) et le Comité international de la Croix Rouge. La délégation de l'UE revêt une importance particulière en ce qui concerne le soutien politique et l'élaboration de messages communs dans le pays. Par ailleurs, une coordination/coopération étroite est établie avec les autorités militaires et les responsables politiques mozambicains, et une coordination est en cours avec les forces rwandaises et de la Communauté de développement de l'Afrique australe dans le Cabo Delgado. En outre, la mission est liée à diverses parties prenantes nationales dans le pays, y compris leurs ambassades. La mission vise à rationaliser les efforts et à faire en sorte qu'il y ait une approche commune avec l'ensemble des partenaires et parties prenantes.

La durée du mandat actuel est de deux ans à compter de la réalisation de la capacité opérationnelle totale.



## COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC L'UNION EUROPÉENNE?

### En personne

Dans toute l'Union européenne, des centaines de centres d'information Europe Direct sont à votre disposition.

Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, visitez la page suivante: [https://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us\\_fr](https://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr)

### Par téléphone ou par écrit

Europe Direct est un service qui répond à vos questions sur l'Union européenne. Vous pouvez prendre contact avec ce service:

— par téléphone:

- via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),
- au numéro de standard suivant: +32 22999696;

— en utilisant le formulaire suivant: [european-union.europa.eu/contact-eu/write-us\\_fr](https://european-union.europa.eu/contact-eu/write-us_fr)

## COMMENT TROUVER DES INFORMATIONS SUR L'UNION EUROPÉENNE?

### En ligne

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le site internet Europa ([european-union.europa.eu](https://european-union.europa.eu)).

### Publications de l'Union européenne

Vous pouvez consulter ou commander ces publications à l'adresse [op.europa.eu/fr/publications](https://op.europa.eu/fr/publications). Vous pouvez obtenir plusieurs exemplaires de publications gratuites en contactant Europe Direct ou votre centre de documentation local ([european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us\\_fr](https://european-union.europa.eu/contact-eu/meet-us_fr)).

### Droit de l'Union européenne et documents connexes

Pour accéder aux informations juridiques de l'Union, y compris à l'ensemble du droit de l'UE depuis 1951 dans toutes les versions linguistiques officielles, consulter EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>).

### Données ouvertes de l'Union européenne

Le portail [data.europa.eu](https://data.europa.eu) donne accès à des jeux de données ouvertes provenant des institutions, organes et agences de l'UE. Ces données peuvent être téléchargées et réutilisées gratuitement, à des fins commerciales ou non. Le portail donne également accès à une multitude de jeux de données des pays européens.

